

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2023

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Maxime Marquis, trésorier, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville de Saint-Lambert pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature Maxime Marquis   Date 10 avril 2024

Table des matières

États financiers audités

| | |
|---|----|
| Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants | 1 |
| État des résultats | 4 |
| État de la situation financière | 5 |
| État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) | 6 |
| État des flux de trésorerie | 7 |
| Notes complémentaires aux états financiers | 8 |
| Renseignements complémentaires | |
| Résultats détaillés | 29 |
| Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales | 30 |
| Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales | 31 |
| Charges par objets | 32 |
| Excédent (déficit) accumulé | 33 |
| Avantages sociaux futurs | 37 |

Renseignements financiers non audités

| | |
|---------------------|----|
| Analyse des revenus | 44 |
| Analyse des charges | 56 |

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Saint-Lambert

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Saint-Lambert (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2023 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1^{er} janvier 2023 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022, la Ville doit déterminer si un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations doit être comptabilisé. Au 31 décembre 2023, la Ville n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous a conduits à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
Granby (Québec), 3 avril 2024
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A125850

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

| | | Budget | Réalizations | |
|---|----|------------|--------------|-------------|
| | | 2023 | 2023 | 2022 |
| Revenus | | | | |
| Taxes | 1 | 53 573 191 | 54 253 930 | 50 887 718 |
| Compensations tenant lieu de taxes | 2 | 1 281 711 | 1 296 531 | 1 479 021 |
| Quotes-parts | 3 | | | |
| Transferts | 4 | 2 175 060 | 4 714 814 | 6 702 887 |
| Services rendus | 5 | 2 065 110 | 2 445 259 | 2 027 197 |
| Imposition de droits | 6 | 4 362 720 | 6 730 144 | 8 407 212 |
| Amendes et pénalités | 7 | 630 000 | 622 502 | 633 516 |
| Revenus de placements de portefeuille | 8 | | | |
| Autres revenus d'intérêts | 9 | 745 500 | 2 111 913 | 881 465 |
| Autres revenus | 10 | 102 000 | 313 235 | 7 965 |
| Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux | 11 | | | |
| Effet net des opérations de restructuration | 12 | | | |
| | 13 | 64 935 292 | 72 488 328 | 71 026 981 |
| Charges | | | | |
| Administration générale | 14 | 10 479 662 | 10 263 715 | 9 232 159 |
| Sécurité publique | 15 | 12 496 019 | 12 477 127 | 12 263 840 |
| Transport | 16 | 17 126 135 | 18 008 056 | 17 065 400 |
| Hygiène du milieu | 17 | 10 037 695 | 9 892 632 | 9 474 146 |
| Santé et bien-être | 18 | 247 879 | 251 997 | 247 982 |
| Aménagement, urbanisme et développement | 19 | 1 427 953 | 1 458 500 | 1 380 350 |
| Loisirs et culture | 20 | 11 218 279 | 11 681 354 | 10 265 375 |
| Réseau d'électricité | 21 | | | |
| Frais de financement | 22 | 2 515 523 | 2 829 316 | 2 361 316 |
| Effet net des opérations de restructuration | 23 | | | |
| | 24 | 65 549 145 | 66 862 697 | 62 290 568 |
| Excédent (déficit) de l'exercice | 25 | (613 853) | 5 625 631 | 8 736 413 |
| Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice | | | | |
| Solde déjà établi | 26 | | 121 382 650 | 112 646 237 |
| Redressement aux exercices antérieurs (note 23) | 27 | | | |
| Solde redressé | 28 | | 121 382 650 | 112 646 237 |
| Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice | 29 | | 127 008 281 | 121 382 650 |

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

| | | 2023 | 2022 |
|---|----|--------------|--------------|
| ACTIFS FINANCIERS | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4) | 1 | 23 890 489 | 14 987 457 |
| Débiteurs (note 5) | 2 | 37 413 000 | 40 566 646 |
| Prêts (note 6) | 3 | 102 750 | 102 750 |
| Placements de portefeuille (note 7) | 4 | 241 991 | 245 985 |
| Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux | 5 | | |
| Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13) | 6 | | |
| Autres actifs financiers (note 8) | 7 | | |
| | 8 | 61 648 230 | 55 902 838 |
| PASSIFS | | | |
| Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4) | 9 | | |
| Emprunts temporaires (note 9) | 10 | | |
| Créditeurs et charges à payer (note 10) | 11 | 8 857 450 | 7 545 059 |
| Revenus reportés (note 11) | 12 | 560 408 | 462 333 |
| Dette à long terme (note 12) | 13 | 89 458 148 | 88 350 862 |
| Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13) | 14 | 2 832 000 | 3 220 000 |
| Autres passifs (note 14) | 15 | | |
| | 16 | 101 708 006 | 99 578 254 |
| ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) | 17 | (40 059 776) | (43 675 416) |
| ACTIFS NON FINANCIERS | | | |
| Immobilisations corporelles (note 15) | 18 | 166 374 408 | 164 397 514 |
| Propriétés destinées à la revente (note 16) | 19 | 413 582 | 413 582 |
| Stocks de fournitures | 20 | 70 599 | 78 486 |
| Actifs incorporels achetés (note 17) | 21 | | |
| Autres actifs non financiers (note 18) | 22 | 209 468 | 168 484 |
| | 23 | 167 068 057 | 165 058 066 |
| EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ | 24 | 127 008 281 | 121 382 650 |
| L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants : | | | |
| Excédent (déficit) accumulé lié aux activités | 25 | 127 008 281 | 121 382 650 |
| Gains (pertes) de réévaluation cumulés | 26 | | |
| | 27 | 127 008 281 | 121 382 650 |
| Obligations contractuelles (note 19) | | | |
| Droits contractuels (note 20) | | | |
| Passifs éventuels (note 21) | | | |
| Actifs éventuels (note 22) | | | |

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

| | | Budget | Réalisations | |
|--|-----|---------------|---------------------|--------------|
| | | 2023 | 2023 | 2022 |
| Excédent (déficit) de l'exercice | 1 | (613 853) | 5 625 631 | 8 736 413 |
| Variation des immobilisations corporelles | | | | |
| Acquisition | 2 (|) | 10 610 629)(| 6 526 232) |
| Produit de cession | 3 | | | 900 |
| Amortissement | 4 | | 8 633 735 | 8 528 461 |
| (Gain) perte sur cession | 5 | | | (900) |
| Réduction de valeur / Reclassement | 6 | | | |
| Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration | 7 | | | |
| | 8 | | (1 976 894) | 2 002 229 |
| Variation des propriétés destinées à la revente | 9 | | | |
| Variation des stocks de fournitures | 10 | | 7 887 | (29 863) |
| Variation des actifs incorporels achetés | 11 | | | |
| Variation des autres actifs non financiers | 12 | | (40 984) | (110 216) |
| | 13 | | (33 097) | (140 079) |
| Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice | 14 | | | |
| Révision d'estimations comptables et autres ajustements | 15 | | | |
| Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette) | 16 | (613 853) | 3 615 640 | 10 598 563 |
| Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice | | | | |
| Solde déjà établi | 17 | | (43 675 416) | (54 273 979) |
| Redressement aux exercices antérieurs (note 23) | 18 | | | |
| Reclassement de propriétés destinées à la revente | 19 | | | |
| Solde redressé | 20 | | (43 675 416) | (54 273 979) |
| Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice | 21 | | (40 059 776) | (43 675 416) |

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

| | | 2023 | 2022 |
|---|------|--------------|--------------|
| Activités de fonctionnement | | | |
| Excédent (déficit) de l'exercice | 1 | 5 625 631 | 8 736 413 |
| Éléments sans effet sur la trésorerie | | | |
| Amortissement des immobilisations corporelles (note 15) | 2 | 8 633 735 | 8 528 461 |
| Autres | | | |
| ▪ Gain sur cession | 3.1 | | (900) |
| | 4 | 14 259 366 | 17 263 974 |
| Variation nette des éléments hors caisse | | | |
| Débiteurs | 5 | 3 153 646 | (1 333 482) |
| Autres actifs financiers | 6 | | |
| Créditeurs et charges à payer / Autres passifs | 7 | 726 722 | 173 730 |
| Revenus reportés | 8 | 98 075 | 243 426 |
| Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs | 9 | (388 000) | (773 000) |
| Propriétés destinées à la revente | 10 | | |
| Stocks de fournitures | 11 | 7 887 | (29 863) |
| Autres actifs non financiers | 12 | (40 984) | (110 216) |
| | 13 | 17 816 712 | 15 434 569 |
| Activités d'investissement | | | |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | 14 | (10 024 960) | (7 045 184) |
| Produit de cession des immobilisations corporelles | 15 | | 900 |
| Acquisition d'actifs incorporels achetés | 16 | () | () |
| Produit de cession des actifs incorporels achetés | 17 | () | () |
| | 18 | (10 024 960) | (7 044 284) |
| Activités de placement | | | |
| Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux | | | |
| Émission ou acquisition | 19 | (70 706) | (90 464) |
| Remboursement ou cession | 20 | 10 734 | 27 059 |
| Autres placements de portefeuille | | | |
| Acquisition | 21 | () | () |
| Cession | 22 | 63 966 | 48 485 |
| | 23 | 3 994 | (14 920) |
| Activités de financement (note 4) | | | |
| Émission de dettes à long terme | 24 | 12 943 000 | 28 014 000 |
| Remboursement de la dette à long terme | 25 | (11 951 000) | (30 814 000) |
| Variation nette des emprunts temporaires | 26 | | |
| Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme | 27 | 115 286 | (179 415) |
| Autres | | | |
| ▪ | 28.1 | | |
| | 29 | 1 107 286 | (2 979 415) |
| Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | 30 | 8 903 032 | 5 395 950 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice | 31 | 14 987 457 | 9 591 507 |
| Redressement aux exercices antérieurs (note 23) | 32 | | |
| Solde redressé | 33 | 14 987 457 | 9 591 507 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4) | 34 | 23 890 489 | 14 987 457 |

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Lambert (ci-après la « Ville ») est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu de la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (L.Q. 2003 chapitre 14), de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q.,c.E-20.001) ainsi que du décret numéro 1214-2005 du 7 décembre 2005 concernant l'agglomération de Longueuil, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Longueuil.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Prêts

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée des emprunts correspondants.

Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

| | Périodes |
|--|-------------|
| Infrastructures | 10 à 40 ans |
| Bâtiments | 10 à 40 ans |
| Véhicules | 5 à 20 ans |
| Ameublement et équipement de bureau | 3 à 10 ans |
| Machinerie, outillage et équipement divers | 5 à 20 ans |

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Ville sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode aux régimes de retraite à prestations déterminées, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (ci-après « la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, dans le cas des régimes de retraite à prestations déterminées, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations à partir des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2023 selon la valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés. Le solde résiduel du coût des services passés, le cas échéant, peut faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir, en tout ou en partie.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir, en tout ou en partie.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales :

- Mesures d'allégement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables :

- Avantages sociaux futurs :

* Passif constaté initialement au 1er janvier 2007 :

- Régimes capitalisés : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

- Régimes non capitalisés : l'excédent de la charge sur le décaissement requis n'est pas amorti.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

- Entente relais Agglomération: pour le montant à recevoir du gouvernement du Québec: au fur et à mesure de la facturation annuelle de la quote-part de l'Agglomération de Longueuil.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La Ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la Ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état des résultats.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Le 1^{er} janvier 2023, la Ville aurait dû adopter les recommandations du nouveau chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la Ville devrait comptabiliser un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la Ville qui font encore ou non l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Conformément aux nouvelles exigences, la Ville devrait comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique obligeant la Ville à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

La Ville n'a évalué ni comptabilisé aucune obligation liée à la mise hors service d'immobilisations corporelles au 31 décembre 2023.

Instruments financiers

Le 1^{er} janvier 2023, la Ville a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 1201, « Présentation des états financiers », et SP 3450, « Instruments financiers », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*.

Le chapitre SP 3450 établit des normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers. Les principaux éléments de ce nouveau chapitre sont les suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

- Les éléments compris dans le champ d'application du chapitre sont classés dans l'une ou l'autre des deux catégories d'évaluation : juste valeur, ou coût ou coût après amortissement;
- La quasi-totalité des dérivés, y compris les dérivés incorporés qui ne sont pas étroitement liés au contrat hôte, sont évalués à la juste valeur;
- L'évaluation à la juste valeur s'applique également aux placements de portefeuille dans des titres de capitaux propres qui sont cotés sur un marché actif;
- Les autres actifs financiers et passifs financiers sont de façon générale évalués au coût ou au coût après amortissement;
- Jusqu'à ce qu'un élément soit décomptabilisé, les gains et les pertes découlant de la réévaluation à la juste valeur sont présentés dans l'état des gains et pertes de réévaluation;
- Il n'est pas nécessaire de présenter une comparaison des montants réels et des montants budgétés dans l'état des gains et pertes de réévaluation;
- Lorsque l'entité définit et met en œuvre une stratégie de gestion des risques ou de placement afin de gérer et d'évaluer la performance d'un groupe d'actifs financiers, de passifs financiers ou des deux en fonction de la juste valeur, elle peut choisir d'inclure ces éléments dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur;
- De nouvelles exigences clarifient quand les passifs financiers sont décomptabilisés;
- La compensation d'un passif financier et d'un actif financier est interdite en l'absence d'un droit juridiquement exécutoire d'opérer compensation entre les montants comptabilisés et de l'intention soit de procéder à un règlement net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément;
- De nouvelles obligations d'information sur les éléments présentés ainsi que sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers ont été ajoutées.

Le chapitre SP 1201 prévoit un nouvel état financier (l'état des gains et pertes de réévaluation) pour la comptabilisation des gains et pertes de réévaluation et prévoit que l'excédent ou le déficit accumulé présenté à l'état de la situation financière correspond à l'excédent ou au déficit accumulé lié aux activités et aux gains et pertes de réévaluation cumulés.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022, ont fait l'objet d'une application prospective et, en conséquence, les montants comparatifs au 31 décembre 2022 et pour l'exercice terminé à cette date sont présentés conformément aux méthodes comptables appliquées par la Ville avant l'adoption de ces nouveaux chapitres. L'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur la valeur comptable des actifs financiers et des passifs financiers de la Ville au 1^{er} janvier 2023.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

| | | 2023 | 2022 |
|--|-----------|-------------------|-------------------|
| La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de : | | | |
| Fonds en caisse et dépôts à vue | 1 | 23 890 489 | 14 987 457 |
| Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille | 2 | | |
| Autres éléments | 3.1 | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 4 | 23 890 489 | 14 987 457 |
| Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire) | 5 () () | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice | 6 | 23 890 489 | 14 987 457 |
| Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie | 7 | 21 006 562 | 14 987 457 |
| Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice | 8 | 6 395 000 | 24 018 000 |

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux réserves financières relatives aux élections, immobilisations, conditions climatiques et stationnement, aux surplus affectés relatifs au fonds vert, fonds pour projets spéciaux et surplus affectés et aux fonds réservés pour le fonds de roulement et aux soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés, au financement non utilisé des investissements en cours, des revenus reportés pour le fonds de parc et pour les redevances réglementaires.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 2 378 662 \$ (2 182 812 \$ en 2022). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 1 976 912 \$ (788 244 \$ en 2022).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. Débiteurs

| | | 2023 | 2022 |
|---|------|------------|------------|
| Taxes municipales | 9 | 2 797 922 | 2 636 520 |
| Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes | 10 | | |
| Gouvernement du Québec et ses entreprises | 11 | 28 697 129 | 28 955 535 |
| Gouvernement du Canada et ses entreprises | 12 | 2 932 893 | 5 105 118 |
| Organismes municipaux | 13 | 1 336 028 | 1 406 116 |
| Autres | | | |
| ▪ Autres | 14.1 | 282 352 | 235 043 |
| ▪ Droit de mutation mobilière | 14.2 | 1 366 676 | 2 228 314 |
| | 15 | 37 413 000 | 40 566 646 |
| Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme | | | |
| Gouvernement du Québec et ses entreprises | 16 | 23 317 978 | 24 164 351 |
| Gouvernement du Canada et ses entreprises | 17 | | |
| Organismes municipaux | 18 | | |
| Autres tiers | 19 | | |
| | 20 | 23 317 978 | 24 164 351 |
| Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs | 21 | 434 865 | 365 919 |
| Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises | | | |
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL | 22 | 24 765 605 | 24 747 303 |
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres | 23 | 903 016 | 843 291 |
| Ministère des Transports et de la Mobilité durable | 24 | | |
| Ministère de la Culture et des Communications | 25 | 783 204 | 705 274 |
| Autres ministères/organismes | 26 | 2 245 304 | 2 659 667 |
| | 27 | 28 697 129 | 28 955 535 |

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,67 % à 4,11 % (1,67 % à 4,11 % au 31 décembre 2022) et viennent à échéance au plus tard en mars 2042.

Les montants des débiteurs du gouvernement du Québec et ses entreprises non rattachés à une dette encaissables sur plusieurs exercices totalisent 275 220 \$, portent intérêt à des taux variant de 1,19 % à 4,58 % (0,47 % à 3,59 % au 31 décembre 2022) et viennent à échéance au plus tard en juin 2027.

6. Prêts

| | | 2023 | 2022 |
|--|------|---------|---------|
| Prêts à un office d'habitation | 28 | 102 750 | 102 750 |
| Prêts à un fonds d'investissement | 29 | | |
| Autres | | | |
| ▪ | 30.1 | | |
| | 31 | 102 750 | 102 750 |
| Provision pour moins-value déduite des prêts | 32 | | |

Note

Prêt à un organisme, sans intérêt, échéant en 2024.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

7. Placements de portefeuille

| | | 2023 | 2022 |
|---|----|---------|---------|
| Placements à titre d'investissement | 33 | 241 991 | 245 985 |
| Autres placements | 34 | | |
| | 35 | 241 991 | 245 985 |
| Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille | 36 | | |
| Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille | 37 | | |

Note

Les placements à titre d'investissement sont composés de la participation de la Ville dans le fonds de garantie de la franchise collective en responsabilité civile et biens (UMQ).

8. Autres actifs financiers

| | | 2023 | 2022 |
|---|----|------|------|
| Propriétés destinées à la revente (note 16) | 38 | | |
| Autres | 39 | | |
| | 40 | | |

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 2 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (7,20 %; 6,45 % en 2022) et renouvelable en mai 2024.

10. Crédoeurs et charges à payer

| | | 2023 | 2022 |
|---|------|-----------|-----------|
| Fournisseurs | 41 | 2 606 024 | 2 355 601 |
| Salaires et avantages sociaux | 42 | 3 220 782 | 2 467 952 |
| Dépôts et retenues de garantie | 43 | 1 720 257 | 1 492 450 |
| Provision pour contestations d'évaluation | 44 | | 29 544 |
| Autres | | | |
| ▪ Organismes municipaux | 45.1 | 176 527 | 218 207 |
| ▪ Intérêts courus sur dette L.T. | 45.2 | 1 126 144 | 946 430 |
| ▪ Provision pour éventualité | 45.3 | 7 716 | 34 875 |
| | 46 | 8 857 450 | 7 545 059 |

Note

Au cours de l'exercice, la Ville a acquis des immobilisations, dont un montant de 2 446 597 \$ (1 860 298 \$ au 31 décembre 2022) est inclus dans les comptes fournisseurs et dépôts et retenues de garantie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. Revenus reportés

| | | 2023 | 2022 |
|---|------|---------|---------|
| Taxes perçues d'avance | 47 | | |
| Transferts | | | |
| Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1 | 48 | | |
| Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2 | 49 | | |
| Accès entreprise Québec | 50 | | |
| Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes | 51 | | |
| Autres | 52.1 | | |
| ▪ | | | |
| Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques | 53 | | |
| Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels | 54 | 288 970 | 288 970 |
| Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire | 55 | | |
| Société québécoise d'assainissement des eaux | 56 | | |
| Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux | 57 | | |
| Autres contributions des promoteurs | 58 | | |
| Fonds de redevances réglementaires | 59 | 89 100 | |
| Autres | | | |
| ▪ Entente développement culturel | 60.1 | 3 637 | 6 007 |
| ▪ Inscriptions activités loisirs | 60.2 | 119 311 | 133 242 |
| ▪ Mur du souvenir CDL | 60.3 | 12 794 | 12 794 |
| ▪ Loyers | 60.4 | 10 588 | 2 607 |
| ▪ Vignette de stationnement | 60.5 | 7 950 | 12 600 |
| ▪ Formation sauveteurs | 60.6 | | 6 113 |
| ▪ Programme PAD | 60.7 | 28 058 | |
| | 61 | 560 408 | 462 333 |

Note**12. Dette à long terme**

| | Taux d'intérêt | | Échéance | | | 2023 | 2022 |
|---|----------------|------|----------|------|----|------------|------------|
| | de | à | de | à | | | |
| Obligations et billets en monnaie canadienne | 0,75 | 5,40 | 2025 | 2032 | 62 | 90 145 000 | 89 153 000 |
| Obligations et billets en monnaies étrangères | | | | | 63 | | |
| Gains (pertes) de change reportés | | | | | 64 | | |
| | | | | | 65 | | |
| Autres dettes à long terme | | | | | | | |
| Gouvernement du Québec et ses entreprises | | | | | 66 | | |
| Organismes municipaux | | | | | 67 | | |
| Obligations découlant de contrats de location-acquisition | | | | | 68 | | |
| Autres | | | | | 69 | | |
| | | | | | 70 | 90 145 000 | 89 153 000 |
| Frais reportés liés à la dette à long terme | | | | | 71 | (686 852) | (802 138) |
| | | | | | 72 | 89 458 148 | 88 350 862 |

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

| | Obligations et billets | | Autres dettes à long terme | | Total 2023 |
|----------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|----------------------------|--------|------------|
| | Avec fonds d'amortissement | Sans fonds d'amortissement | Location- acquisition | Autres | |
| 2024 | 73 | 9 157 000 | | | 9 157 000 |
| 2025 | 74 | 14 744 000 | | | 14 744 000 |
| 2026 | 75 | 6 594 000 | | | 6 594 000 |
| 2027 | 76 | 24 455 000 | | | 24 455 000 |
| 2028 | 77 | 9 966 000 | | | 9 966 000 |
| 2029 et plus | 78 | 25 229 000 | | | 25 229 000 |
| | 79 | 90 145 000 | | | 90 145 000 |
| Intérêts et frais accessoires | 80 | () | () | () | |
| | 81 | 90 145 000 | | | 90 145 000 |

Note

Les versements estimatifs incluent les refinancements dans l'année où ils surviennent.

13. Avantages sociaux futurs

| | 2023 | 2022 |
|---|----------------|-------------|
| Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs | | |
| Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées | 82 (215 000) | (592 000) |
| Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées | 83 (2 617 000) | (2 628 000) |
| | 84 (2 832 000) | (3 220 000) |
| Charge de l'exercice | | |
| Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées | 85 974 000 | 402 000 |
| Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées | 86 37 000 | 129 000 |
| Régimes à cotisations déterminées | 87 5 009 | 6 400 |
| Autres régimes (REER et autres) | 88 | |
| Régimes de retraite des élus municipaux | 89 42 419 | 41 871 |
| | 90 1 058 428 | 579 271 |

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

14. Autres passifs

| | 2023 | 2022 |
|---|------|------|
| Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement | 91 | |
| Assainissement des sites contaminés | 92 | |
| Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations | 93 | |
| Autres | | |
| ▪ | 94.1 | |
| | 95 | |
| Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice | 96 | |
| Passifs engagés | 97 | |
| Passifs réglés | 98 (|)(|
| Charge de désactualisation ¹ | 99 | |
| Révisions des estimations de flux de trésorerie | 100 | |
| Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice | 101 | |

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

| | | Solde au début | Addition | Cession / Ajustement | Solde à la fin |
|--|-------|-------------------|------------|-------------------------|-------------------|
| COÛT | | | | | |
| Infrastructures | | | | | |
| Eau potable | 102 | 24 420 815 | 750 107 | | 25 170 922 |
| Eaux usées | 103 | 47 877 229 | 2 229 433 | | 50 106 662 |
| Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs | 104 | 89 656 245 | 3 096 847 | | 92 753 092 |
| Autres | | | | | |
| ▪ Aménagement des parcs publics | 105.1 | 6 223 701 | 1 378 186 | | 7 601 887 |
| ▪ Autres | 105.2 | 12 610 491 | 8 221 | | 12 618 712 |
| Réseau d'électricité | 106 | | | | |
| Bâtiments | 107 | 49 160 726 | 139 927 | | 49 300 653 |
| Améliorations locatives | 108 | | | | |
| Véhicules | 109 | 4 291 433 | 170 077 | | 4 461 510 |
| Ameublement et équipement de bureau | 110 | 3 704 111 | 919 715 | | 4 623 826 |
| Machinerie, outillage et équipement divers | 111 | 7 590 069 | 988 285 | | 8 578 354 |
| Terrains | 112 | 7 450 035 | | | 7 450 035 |
| Autres | 113 | 1 545 042 | 73 080 | | 1 618 122 |
| | 114 | 254 529 897 | 9 753 878 | | 264 283 775 |
| Immobilisations en cours | 115 | 616 465 | 856 751 | | 1 473 216 |
| | 116 | 255 146 362 | 10 610 629 | | 265 756 991 |
| AMORTISSEMENT CUMULÉ | | | | | |
| Infrastructures | | | | | |
| Eau potable | 117 | 7 082 513 | 598 696 | | 7 681 209 |
| Eaux usées | 118 | 13 532 028 | 1 175 741 | | 14 707 769 |
| Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs | 119 | 34 276 308 | 3 860 580 | | 38 136 888 |
| Autres | | | | | |
| ▪ Aménagement des parcs publics | 120.1 | 737 834 | 210 158 | | 947 992 |
| ▪ Autres | 120.2 | 8 324 124 | 356 060 | | 8 680 184 |
| Réseau d'électricité | 121 | | | | |
| Bâtiments | 122 | 16 301 330 | 1 241 244 | | 17 542 574 |
| Améliorations locatives | 123 | | | | |
| Véhicules | 124 | 2 324 103 | 219 112 | | 2 543 215 |
| Ameublement et équipement de bureau | 125 | 2 990 737 | 292 387 | | 3 283 124 |
| Machinerie, outillage et équipement divers | 126 | 4 064 341 | 395 691 | | 4 460 032 |
| Autres | 127 | 1 115 530 | 284 066 | | 1 399 596 |
| | 128 | 90 748 848 | 8 633 735 | | 99 382 583 |
| VALEUR COMPTABLE NETTE | 129 | 164 397 514 | | | 166 374 408 |
| Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles | | | | | |
| Coût | 130 | | | | |
| Amortissement cumulé | 131 | () | () | () | () |
| Valeur comptable nette | 132 | | | | |

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

| | | 2023 | 2022 |
|---|-----|---------|---------|
| Immeubles de la réserve foncière | 133 | 413 582 | 413 582 |
| Immeubles industriels municipaux | 134 | | |
| Autres | 135 | | |
| | 136 | 413 582 | 413 582 |
| Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8) | 137 | | |
| Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente » | 138 | 413 582 | 413 582 |

Note**17. Actifs incorporels achetés**

| | | Solde au début | Addition | Cession / Ajustement | Solde à la fin |
|-------------------------------|-------|-------------------|----------|-------------------------|-------------------|
| COÛT | | | | | |
| ▪ | 139.1 | | | | |
| | 140 | | | | |
| AMORTISSEMENT CUMULÉ | | | | | |
| ▪ | 141.1 | | | | |
| | 142 | | | | |
| VALEUR COMPTABLE NETTE | 143 | | | | |

Note**18. Autres actifs non financiers**

| | | 2023 | 2022 |
|--------------------------|-------|---------|---------|
| Frais payés d'avance | | | |
| ▪ Cotisations / licences | 144.1 | 209 468 | 168 484 |
| Autres | | | |
| ▪ | 145.1 | | |
| | 146 | 209 468 | 168 484 |

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, en vertu de contrats de déneigement, d'enlèvement des ordures et d'autres obligations échéant en 2027, à verser une somme de 6 968 610 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats pour les prochains exercices s'élèvent à 6 142 318 \$ en 2024, à 590 829 \$ en 2025, à 201 866 \$ en 2026 et à 33 597 \$ en 2027.

20. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations corporelles et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 2 377 236 \$ sur une période de 19 ans. L'échéancier de ces subventions est de 370 332 \$ en 2024, 333 808 \$ en 2025, 296 263 \$ en 2026, 257 665 \$ en 2027 et 220 429 \$ en 2028.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La Ville détient également des baux échéant à différentes dates jusqu'en 2025, prévoyant la perception de loyers totalisant 140 142 \$ pour les années 2024 à 2025. La plupart des baux ont une clause d'indexation selon l'IPC.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

| Description | Montant initial des cautions | Solde des cautionnements | |
|-----------------------------|---------------------------------|--------------------------|------|
| | | 2023 | 2022 |
| Emprunts temporaires | | | |
| ▪ | 147.1 | | |
| | 148 | | |
| Dettes à long terme | | | |
| ▪ | 149.1 | | |
| | 150 | | |
| | 151 | | |

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de l'Autorité régionale de transport métropolitain, de EXO, de la Communauté métropolitaine et de l'Agglomération. Au 31 décembre 2023, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 1 062 000 \$, 3 186 000 \$, 429 669 \$ et 19 658 257 \$ respectivement.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (LQ 2014, c 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la Loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement était donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Dans un jugement rendu le 10 mai 2023, la Cour d'appel du Québec a rejeté les appels et les appels incidents dans tous les dossiers et, par conséquent, les conclusions du jugement de première instance sont maintenues. Cette décision a été portée en appel devant Cour suprême du Canada. À la date de mise au point définitive des états financiers, les intentions des parties ne sont pas déterminables. De plus, le volet réparation n'ayant pas été arrêté par la Cour supérieure du Québec, les modalités qui en découleront, voire les modifications législatives qui pourraient être requises pour y donner suite, sont inconnues.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences éventuelles de celles-ci et du jugement rendu en première instance, et maintenu en appel, n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2023. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie, car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

25. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

La Ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Ville.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la Ville est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La Ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la Ville représente son exposition maximale au risque de crédit.

La chronologie des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

| | 2023 | 2022 |
|---|-------------------|------------|
| | \$ | \$ |
| Débiteurs non échus | 34 086 138 | 37 087 015 |
| Débiteurs en souffrance | | |
| Moins de un an | 2 966 095 | 2 993 134 |
| Entre un et deux ans | 589 877 | 528 357 |
| Entre deux et trois ans | 208 470 | 21 878 |
| Plus de trois ans | 297 285 | 302 181 |
| Sous-total | 37 847 865 | 40 932 565 |
| Moins : provision pour créances douteuses | 434 865 | 365 919 |
| Total | 37 413 000 | 40 566 646 |

La variation de la provision pour créances douteuses de l'exercice s'explique comme suit :

| | 2023 | 2022 |
|---|----------------|---------|
| | \$ | \$ |
| Solde au début | 365 919 | 343 931 |
| Perte de valeur comptabilisée aux résultats | 70 846 | 21 988 |
| Montants radiés | --- | --- |
| Montants recouverts | (1 900) | --- |
| Solde à la fin | 434 865 | 365 919 |

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont la trésorerie et équivalent de trésorerie et l'emprunt temporaire.

La Ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2022) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La Ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La Ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

| | Moins de 1 an | De 1 an à 3 ans | De 3 à 5 ans | Plus de 5 ans |
|-------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| Créditeurs et charges à payer | 8 277 363 \$ | 580 087 \$ | --- \$ | --- \$ |
| Dette à long terme | 11 655 816 \$ | 25 863 668 \$ | 37 819 848 \$ | 27 525 338 \$ |
| Autres passifs financiers | --- \$ | --- \$ | --- \$ | --- \$ |
| Total | 19 933 179 \$ | 26 443 755 \$ | 37 819 848 \$ | 27 525 338 \$ |

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

26. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 3 500 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à ce même fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

| | Budget 2023 | | Réalizations 2023 | | Réalizations 2022 |
|--|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|------------|-------------------|
| | Sans ventilation de l'amortissement | Sans ventilation de l'amortissement | Ventilation de l'amortissement | Total | |
| Revenus | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | |
| 1 Taxes | 53 573 191 | 54 253 930 | | 54 253 930 | 50 887 718 |
| 2 Compensations tenant lieu de taxes | 1 281 711 | 1 296 531 | | 1 296 531 | 1 479 021 |
| 3 Quotes-parts | | | | | |
| 4 Transferts | 2 175 060 | 2 379 546 | | 2 379 546 | 1 747 814 |
| 5 Services rendus | 2 065 110 | 2 445 259 | | 2 445 259 | 2 027 197 |
| 6 Imposition de droits | 4 362 720 | 6 730 144 | | 6 730 144 | 8 407 212 |
| 7 Amendes et pénalités | 630 000 | 622 502 | | 622 502 | 633 516 |
| 8 Revenus de placements de portefeuille | | | | | |
| 9 Autres revenus d'intérêts | 745 500 | 2 111 913 | | 2 111 913 | 881 465 |
| 10 Autres revenus | 102 000 | 179 110 | | 179 110 | 7 965 |
| 11 Effet net des opérations de restructuration | | | | | |
| 12 | 64 935 292 | 70 018 935 | | 70 018 935 | 66 071 908 |
| Investissement | | | | | |
| 13 Taxes | | | | | |
| 14 Quotes-parts | | | | | |
| 15 Transferts | | 2 335 268 | | 2 335 268 | 4 955 073 |
| 16 Imposition de droits | | | | | |
| 17 Autres revenus | | | | | |
| 18 Contributions des promoteurs | | 131 500 | | 131 500 | |
| 19 Autres | | 2 625 | | 2 625 | |
| 20 Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux | | | | | |
| 21 Effet net des opérations de restructuration | | | | | |
| 22 | 64 935 292 | 72 488 328 | | 72 488 328 | 4 955 073 |
| 23 | | | | | |
| Charges | | | | | |
| 24 Administration générale | 10 099 906 | 9 853 876 | 409 839 | 10 263 715 | 9 232 159 |
| 25 Sécurité publique | 12 480 446 | 12 460 320 | 16 807 | 12 477 127 | 12 263 840 |
| 26 Transport | 12 920 558 | 13 469 326 | 4 538 730 | 18 008 056 | 17 065 400 |
| 27 Hygiène du milieu | 8 285 211 | 8 001 322 | 1 891 310 | 9 892 632 | 9 474 146 |
| 28 Santé et bien-être | 247 879 | 251 997 | | 251 997 | 247 982 |
| 29 Aménagement, urbanisme et développement | 1 310 780 | 1 332 045 | 126 455 | 1 458 500 | 1 380 350 |
| 30 Loisirs et culture | 9 688 842 | 10 030 760 | 1 650 594 | 11 681 354 | 10 265 375 |
| 31 Réseau d'électricité | | | | | |
| 32 Frais de financement | 2 515 523 | 2 829 316 | | 2 829 316 | 2 361 316 |
| 33 Effet net des opérations de restructuration | | | | | |
| 34 Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés | 8 000 000 | 8 633 735 | (8 633 735) | | |
| 35 | 65 549 145 | 66 862 697 | | 66 862 697 | 62 290 568 |
| | (613 853) | 5 625 631 | | 5 625 631 | 8 736 413 |
| Excédent (déficit) de l'exercice | | | | | |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

| | | 2023 | | 2022 |
|--|------|-------------|--------------|--------------|
| | | Budget | Réalisations | Réalisations |
| Excédent (déficit) de l'exercice | 1 | (613 853) | 5 625 631 | 8 736 413 |
| Moins : revenus d'investissement | 2 (|) | (2 469 393) | (4 955 073) |
| Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales | 3 | (613 853) | 3 156 238 | 3 781 340 |
| CONCILIATION À DES FINS FISCALES | | | | |
| <i>Ajouter (déduire)</i> | | | | |
| Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés | | | | |
| Amortissement | 4 | 8 000 000 | 8 633 735 | 8 528 461 |
| Produit de cession | 5 | | | 900 |
| (Gain) perte sur cession | 6 | | | (900) |
| Réduction de valeur / Reclassement | 7 | | | |
| | 8 | 8 000 000 | 8 633 735 | 8 528 461 |
| Propriétés destinées à la revente | | | | |
| Coût des propriétés vendues | 9 | | | |
| Réduction de valeur / Reclassement | 10 | | | |
| | 11 | | | |
| Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux | | | | |
| Remboursement ou produit de cession | 12 | | 10 734 | 27 059 |
| (Gain) perte sur remboursement ou sur cession | 13 | | | |
| Provision pour moins-value / Réduction de valeur | 14 | | 63 966 | 48 484 |
| | 15 | | 74 700 | 75 543 |
| Financement | | | | |
| Financement à long terme des activités de fonctionnement | 16 | | 46 369 | 53 546 |
| Remboursement de la dette à long terme | 17 (| 4 001 200) | (4 012 366) | (4 719 116) |
| | 18 | (4 001 200) | (3 965 997) | (4 665 570) |
| Affectations | | | | |
| Activités d'investissement | 19 (|) | (101 626) | (90 464) |
| Excédent (déficit) accumulé | | | | |
| Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté | 20 | | | 200 000 |
| Excédent de fonctionnement affecté | 21 | 505 000 | 977 897 | 343 178 |
| Réserves financières et fonds réservés | 22 | (4 052 671) | (4 042 863) | (3 443 628) |
| Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir | 23 | 162 724 | 106 290 | 213 218 |
| Investissement net dans les immobilisations et autres actifs | 24 | | | |
| | 25 | (3 384 947) | (3 060 302) | (2 777 696) |
| | 26 | 613 853 | 1 682 136 | 1 160 738 |
| Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales | 27 | | 4 838 374 | 4 942 078 |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

| | | 2023 | 2022 |
|--|------|--------------|--------------|
| | | Réalizations | Réalizations |
| Revenus d'investissement | 1 | 2 469 393 | 4 955 073 |
| CONCILIATION À DES FINS FISCALES | | | |
| <i>Ajouter (déduire)</i> | | | |
| Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés | | | |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | | | |
| Administration générale | 2 (| 1 133 586)(| 248 326) |
| Sécurité publique | 3 (|) |) |
| Transport | 4 (| 4 379 598)(| 4 506 997) |
| Hygiène du milieu | 5 (| 3 261 445)(| 1 329 270) |
| Santé et bien-être | 6 (|) |) |
| Aménagement, urbanisme et développement | 7 (|) | 3 911) |
| Loisirs et culture | 8 (| 1 836 000)(| 437 728) |
| Réseau d'électricité | 9 (|) |) |
| Acquisition d'actifs incorporels achetés | 10 (|) |) |
| | 11 (| 10 610 629)(| 6 526 232) |
| Propriétés destinées à la revente | | | |
| Acquisition | 12 (|) |) |
| Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux | | | |
| Émission ou acquisition | 13 (| 70 706)(| 90 464) |
| Financement | | | |
| Financement à long terme des activités d'investissement | 14 | 5 804 369 | 2 416 415 |
| Affectations | | | |
| Activités de fonctionnement | 15 | 101 626 | 90 464 |
| Excédent accumulé | | | |
| Excédent de fonctionnement non affecté | 16 | | |
| Excédent de fonctionnement affecté | 17 | 35 000 | |
| Réserves financières et fonds réservés | 18 | 4 885 224 | 4 551 440 |
| | 19 | 5 021 850 | 4 641 904 |
| | 20 | 144 884 | 441 623 |
| Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales | 21 | 2 614 277 | 5 396 696 |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

| | | Budget | Réalizations | |
|--|------|------------|--------------|------------|
| | | 2023 | 2023 | 2022 |
| Rémunération | | | | |
| Liée au programme Accès entreprise Québec | 1 | | | |
| Autre | 2 | 12 344 498 | 13 370 451 | 11 942 929 |
| Charges sociales | | | | |
| Liées au programme Accès entreprise Québec | 3 | | | |
| Autres | 4 | 3 540 035 | 3 187 754 | 2 640 786 |
| Biens et services | | | | |
| Services obtenus d'organismes municipaux | | | | |
| Compensations pour services municipaux | 5 | | | |
| Ententes de services | | | | |
| Services de transport collectif | 6 | | | |
| Autres services | 7 | | | |
| Autres biens et services | 8 | 12 054 791 | 11 827 708 | 10 674 405 |
| Frais de financement | | | | |
| Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge | | | | |
| De l'organisme municipal | 9 | 1 816 999 | 2 374 405 | 2 094 828 |
| D'autres organismes municipaux | 10 | | | |
| Du gouvernement du Québec et ses entreprises | 11 | 698 524 | 390 911 | 356 488 |
| D'autres tiers | 12 | | | |
| Autres frais de financement | 13 | | 64 000 | (90 000) |
| Contributions | | | | |
| Organismes municipaux | | | | |
| Quotes-parts | 14 | 26 988 798 | 26 850 997 | 25 934 899 |
| Transferts | 15 | | | |
| Autres | 16 | | | |
| Autres | | | | |
| Transferts | 17 | | | |
| Autres | 18 | 105 500 | 91 890 | 123 652 |
| Amortissement | | | | |
| Immobilisations corporelles | 19 | 8 000 000 | 8 633 735 | 8 528 461 |
| Actifs incorporels achetés | 20 | | | |
| Autres | | | | |
| Provision pour mauvaises créances | 21.1 | | 70 846 | 84 120 |
| | 22 | 65 549 145 | 66 862 697 | 62 290 568 |

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

| | | 2023 | 2022 |
|--|------|---------------|---------------|
| Excédent (déficit) accumulé | | | |
| Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté | 1 | 8 220 933 | 7 685 815 |
| Excédent de fonctionnement affecté | 2 | 4 691 033 | 1 139 338 |
| Réserves financières et fonds réservés | 3 | 2 941 896 | 3 524 245 |
| Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir | 4 | (2 972 487) | (2 851 317) |
| Financement des investissements en cours | 5 | 12 469 022 | 10 376 092 |
| Investissement net dans les immobilisations et autres actifs | 6 | 101 657 884 | 101 508 477 |
| Gains (pertes) de réévaluation cumulés | 7 | | |
| | 8 | 127 008 281 | 121 382 650 |
| VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS | | | |
| Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté | | | |
| Administration municipale | 9 | 8 220 933 | 7 685 815 |
| Organismes contrôlés et partenariats ¹ | 10 | | |
| | 11 | 8 220 933 | 7 685 815 |
| Excédent de fonctionnement affecté | | | |
| Administration municipale | | | |
| ▪ Fonds Vert | 12.1 | 889 210 | 176 933 |
| ▪ Frais juridiques | 12.2 | 577 498 | 221 860 |
| ▪ Fonds pour projets spéciaux | 12.3 | 2 882 800 | 740 545 |
| ▪ Honoraires professionnels - PTI | 12.4 | 300 000 | |
| ▪ Engagements | 12.5 | 41 525 | |
| | 13 | 4 691 033 | 1 139 338 |
| Organismes contrôlés et partenariats ¹ | | | |
| ▪ | 14.1 | | |
| | 15 | | |
| | 16 | 4 691 033 | 1 139 338 |

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

| | 2023 | 2022 |
|---|-----------------|-----------|
| VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite) | | |
| Réserves financières et fonds réservés | | |
| Réserves financières - Administration municipale | | |
| ▪ Réserve pour immobilisations | 17.1 918 689 | 1 000 000 |
| ▪ Réserve conditions climatiques | 17.2 300 000 | 300 000 |
| | 18 1 218 689 | 1 300 000 |
| Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats | | |
| ▪ | 19.1 | |
| | 20 | |
| Fonds réservés | | |
| Fonds de roulement | | |
| Administration municipale | 21 1 366 008 | 2 092 776 |
| Organismes contrôlés et partenariats | 22 | |
| Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés | | |
| Montant réservé pour le service de la dette à long terme | | |
| Administration municipale | 23 6 561 | 6 561 |
| Organismes contrôlés et partenariats | 24 | |
| Montant non réservé | | |
| Administration municipale | 25 | |
| Organismes contrôlés et partenariats | 26 | |
| Fonds local d'investissement | 27 | |
| Fonds local de solidarité | 28 | |
| Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection | 29 249 693 | 51 463 |
| Autres | | |
| ▪ Fonds de stationnement | 30.1 100 945 | 73 445 |
| | 31 1 723 207 | 2 224 245 |
| | 32 2 941 896 | 3 524 245 |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

| | 2023 | 2022 |
|--|--------|-------------|
| VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite) | | |
| Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir | | |
| Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables | | |
| Avantages sociaux futurs | | |
| Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007 | | |
| Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite | 33 (|)(|
| Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs | 34 (| 2 617 000)(|
| | | 2 628 000) |
| Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007 | | |
| Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite | | |
| Mesure d'allègement pour la crise financière 2008 | 35 (|)(|
| Mesure d'allègement pour la COVID-19 | 36 (|)(|
| Autres | 37 (|)(|
| Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs | 38 (|)(|
| | 39 (| 2 617 000)(|
| | | 2 628 000) |
| Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement | 40 (|)(|
| Assainissement des sites contaminés | 41 (|)(|
| Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations | 42 (|)(|
| Appariement fiscal pour revenus de transfert | 43 (|)(|
| Autres | | |
| ▪ Entente relais Agglomération | 44.1 (| (614 039))(|
| | 45 (| 2 002 961)(|
| | | 1 981 237) |
| Autres mesures d'allègement fiscal | | |
| Mesures relatives à la TVQ | | |
| Utilisation du fonds général | 46 (|)(|
| Utilisation du fonds de roulement | 47 (|)(|
| Mesures relatives à la COVID-19 | | |
| Utilisation du fonds général | 48 (|)(|
| Utilisation du fonds de roulement | 49 (|)(|
| Autres | | |
| ▪ | 50.1 (|)(|
| | 51 (|)(|
| | |) |
| Financement à long terme des activités de fonctionnement | | |
| Mesure relative à la TVQ | 52 (|)(|
| Mesure relative à la COVID-19 | 53 (|)(|
| Frais d'émission de la dette à long terme | 54 (| 1 352 175)(|
| Dette à long terme liée au FLI et au FLS | 55 (|)(|
| Autres | | |
| ▪ | 56.1 (|)(|
| | 57 (| 1 352 175)(|
| | | 1 337 295) |
| Éléments présentés à l'encontre des DCTP | | |
| Financement des activités de fonctionnement | 58 | 382 649 |
| Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement | 59 | 467 215 |
| Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI | 60 | |
| Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement | 61 | |
| Autres | | |
| ▪ | 62.1 | |
| | 63 | 382 649 |
| | 64 (| 2 972 487)(|
| | | 2 851 317) |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

| | 2023 | 2022 |
|--|-------------------|-------------|
| VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite) | | |
| Financement des investissements en cours | | |
| Financement non utilisé | 65 12 995 562 | 11 124 363 |
| Investissements à financer | 66 (526 540)(| 748 271) |
| | 67 12 469 022 | 10 376 092 |
| Investissement net dans les immobilisations et autres actifs | | |
| Éléments d'actif | | |
| Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés | 68 166 374 408 | 164 397 514 |
| Propriétés destinées à la revente | 69 413 582 | 413 582 |
| Prêts | 70 102 750 | 102 750 |
| Placements de portefeuille à titre d'investissement | 71 241 991 | 245 985 |
| Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux | 72 | |
| | 73 167 132 731 | 165 159 831 |
| Ajustements aux éléments d'actif | 74 | |
| | 75 167 132 731 | 165 159 831 |
| Éléments de passif correspondant | | |
| Dette à long terme | 76 (89 458 148)(| 88 350 862) |
| Frais reportés liés à la dette à long terme | 77 (686 852)(| 802 138) |
| Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme | 78 23 317 978 | 24 164 351 |
| Dettes aux fins des activités de fonctionnement | 79 1 352 175 | 1 337 295 |
| Autres dettes n'affectant pas l'investissement net | 80 | |
| | 81 (65 474 847)(| 63 651 354) |
| Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif | 82 () |) |
| | 83 (65 474 847)(| 63 651 354) |
| | 84 101 657 884 | 101 508 477 |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

| | | |
|-------------------------------------|---|---|
| Régimes de retraite enregistrés | 1 | 1 |
| Régimes supplémentaires de retraite | 2 | |

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire final à la retraite.

En bref, le régime est à prestations déterminées. Les cotisations salariales des participants et de l'employeur ainsi que la rente viagère et le supplément d'appoint varient selon le groupe d'employés (non-syndiqué, col bleu et brigadier scolaire). Le salaire final correspond au salaire annuel moyen des trois années consécutives les mieux rémunérées de service du participant.

| | 2023 | 2022 |
|---|-------------------|--------------|
| Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs | | |
| Actif (passif) au début de l'exercice | 3 (592 000) | (1 445 000) |
| Charge de l'exercice | 4 (974 000)(| 402 000) |
| Cotisations versées par l'employeur | 5 1 351 000 | 1 255 000 |
| Actif (passif) à la fin de l'exercice | 6 (215 000) | (592 000) |
| Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation | | |
| Valeur des actifs à la fin de l'exercice | 7 49 595 000 | 45 071 000 |
| Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice | 8 (49 595 000)(| 46 247 000) |
| Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation | 9 | (1 176 000) |
| Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis) | 10 (215 000) | 584 000 |
| Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value | 11 (215 000) | (592 000) |
| Provision pour moins-value | 12 () | () |
| Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice | 13 (215 000) | (592 000) |
| Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs | | |
| Nombre de régimes en cause | 14 1 | 1 |
| Valeur des actifs à la fin de l'exercice | 15 49 595 000 | 45 071 000 |
| Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice | 16 (49 595 000)(| 46 247 000) |
| Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation | 17 () | (1 176 000) |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

| | 2023 | 2022 |
|---|------------------|--------------|
| Charge de l'exercice | | |
| Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice | 18 1 794 000 | 1 653 000 |
| Coût des services passés découlant d'une modification de régime | 19 | |
| | 20 1 794 000 | 1 653 000 |
| Cotisations salariales des employés | 21 (901 000)(| 851 000) |
| Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur | 22 () (|) |
| | 23 893 000 | 802 000 |
| Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels) | 24 91 000 | (252 000) |
| Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value | 25 | |
| Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime | 26 | |
| Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime | 27 | |
| Variation de la provision pour moins-value | 28 | |
| Autres | 29.1 | |
| ▪ | | |
| Charge de l'exercice excluant les intérêts | 30 984 000 | 550 000 |
| Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées | 31 2 551 000 | 2 314 000 |
| Rendement espéré des actifs | 32 (2 561 000)(| 2 462 000) |
| Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets) | 33 (10 000) | (148 000) |
| Charge de l'exercice | 34 974 000 | 402 000 |
| Informations complémentaires | | |
| Rendement réel des actifs pour l'exercice | 35 5 057 000 | (7 957 700) |
| Rendement espéré des actifs pour l'exercice | 36 (2 561 000)(| 2 462 000) |
| Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs | 37 2 496 000 | (10 419 700) |
| Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées | 38 1 611 000 | 6 162 700 |
| Prestations versées au cours de l'exercice | 39 2 785 000 | 2 768 300 |
| Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7) | 40 | |
| Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal | 41 | |
| Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8 | 42 | |
| Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8 | | |
| Pour la réserve de restructuration | 43 | |
| Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED | 44 4 847 000 | 706 000 |
| DMERCA du nouveau volet | 45 12 | 11 |
| DMERCA de l'ancien volet | 46 8 | 8 |
| Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet | 47 | |
| Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime) | | |
| Taux d'actualisation (fin d'exercice) | 48 5,75 % | 5,71 % |
| Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice) | 49 5,71 % | 4,60 % |
| Taux de croissance des salaires (fin d'exercice) | 50 3,50 % | 2,75 % |
| Taux d'inflation (fin d'exercice) | 51 2,00 % | 2,00 % |
| Autres hypothèses économiques | 52.1 | |
| ▪ | | |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

| | | |
|---|----|---|
| Régimes d'avantages complémentaires de retraite | 53 | |
| Autres avantages sociaux futurs | 54 | 1 |

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Le régime consiste à offrir aux personnes retraitées une assurance-vie de base ainsi qu'une couverture d'assurance pour soins médicaux et soins dentaires.

| | | 2023 | 2022 |
|--|------|-------------|-------------|
| Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs | | | |
| Actif (passif) au début de l'exercice | 55 | (2 628 000) | (2 548 000) |
| Charge de l'exercice | 56 (| 37 000)(| 129 000) |
| Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur | 57 | 48 000 | 49 000 |
| Actif (passif) à la fin de l'exercice | 58 | (2 617 000) | (2 628 000) |
| Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation | | | |
| Valeur des actifs à la fin de l'exercice | 59 | | |
| Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice | 60 (| 1 508 000)(| 1 391 000) |
| Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation | 61 | (1 508 000) | (1 391 000) |
| Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis) | 62 | (1 109 000) | (1 237 000) |
| Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value | 63 | (2 617 000) | (2 628 000) |
| Provision pour moins-value | 64 (|) |) |
| Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice | 65 | (2 617 000) | (2 628 000) |
| Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs | | | |
| Nombre de régimes et avantages en cause | 66 | | |
| Valeur des actifs à la fin de l'exercice | 67 | | |
| Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice | 68 (|) |) |
| Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation | 69 (|) |) |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

| | 2023 | 2022 |
|---|-------|-----------|
| Charge de l'exercice | | |
| Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice | 70 | 72 000 |
| Coût des services passés découlant d'une modification de régime | 71 | 122 000 |
| | 72 | 72 000 |
| Cotisations salariales des employés | 73 (|)(|
| Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur | 74 (|)(|
| | 75 | 72 000 |
| Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels) | 76 | (109 000) |
| Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value | 77 | (51 000) |
| Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime | 78 | |
| Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime | 79 | |
| Variation de la provision pour moins-value | 80 | |
| Autres | 81.1 | |
| ▪ | | |
| Charge de l'exercice excluant les intérêts | 82 | (37 000) |
| Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées | 83 | 74 000 |
| Rendement espéré des actifs | 84 (|)(|
| Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets) | 85 | 74 000 |
| Charge de l'exercice | 86 | 37 000 |
| | | 129 000 |
| Informations complémentaires | | |
| Rendement réel des actifs pour l'exercice | 87 | |
| Rendement espéré des actifs pour l'exercice | 88 (|)(|
| Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs | 89 | |
| Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées | 90 | |
| Prestations versées au cours de l'exercice | 91 | |
| Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59) | 92 | |
| Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal | 93 | |
| Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60 | 94 | |
| DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu) | 95 | |
| Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime) | | |
| Taux d'actualisation (fin d'exercice) | 96 | 4,90 % |
| Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice) | 97 | % |
| Taux de croissance des salaires (fin d'exercice) | 98 | 3,60 % |
| Taux d'inflation (fin d'exercice) | 99 | % |
| Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice) | 100 | 5,80 % |
| Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice) | 101 | 4,00 % |
| Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice) | 102 | 2040 |
| Autres hypothèses économiques | | |
| ▪ DMERCA | 103.1 | 15 |
| | | 15 |

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

Par le décret 26-2017 du 25 janvier 2017, paru dans la Gazette officielle du 8 février 2017, le gouvernement a édicté le Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités (RPSMCM), établi par règlement pris en vertu de la Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités (RRMCM). Depuis 1989, les élus municipaux ne cotisent plus et les municipalités ne contribuent plus au RRMCM, lequel avait été mis en place en 1975. Ce régime a été remplacé en 1989 par le régime de retraite des élus municipaux (RREM).

Le RPSMCM est administré par Retraite Québec. Il vise à pourvoir à la poursuite du paiement des prestations une fois la caisse de retraite du RRMCM épuisée, ce qui est survenu en date du 6 novembre 2017. En vertu du règlement établissant le RPSMCM, les 42 municipalités concernées deviennent dès lors responsables de pourvoir aux paiements des prestations du RPSMCM. L'annexe I du règlement établissant le RPSMCM détermine la part que chaque municipalité doit contribuer selon un pourcentage fixe. En début de chaque année, Retraite Québec facture les municipalités pour les contributions qu'elles doivent verser dans l'année.

Ce régime est un régime de retraite à prestations déterminées pour lequel il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Il constitue donc un régime interemployeur en vertu des normes comptables. Par conséquent, les municipalités participantes comptabilisent ce régime comme s'il était un régime à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ce régime de retraite correspond aux contributions qu'elle doit verser pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

| | | 2023 | 2022 |
|---|-----|-------|-------|
| Charge de l'exercice | | | |
| Cotisations de l'employeur | | | |
| Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités | 105 | 5 009 | 6 400 |
| Régime de retraite par financement salarial | 106 | | |
| Régime de retraite des employés municipaux du Québec | 107 | | |
| Régime de retraite à prestations cibles | 108 | | |
| Autres régimes | 109 | | |
| | 110 | 5 009 | 6 400 |

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____

Description des régimes et autres renseignements

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

| | | 2023 | 2022 |
|--------------------------------------|-----|------|------|
| Charge de l'exercice | | | |
| Cotisations de l'employeur | | | |
| Régime volontaire d'épargne-retraite | 112 | | |
| Régime de retraite simplifié | 113 | | |
| REER | 114 | | |
| Autres régimes | 115 | | |
| | 116 | | |

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

| | | 2023 | 2022 |
|---|-----|------|------|
| Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice | 117 | 9 | 9 |

Description du régime

Le RREMQ est un régime de retraite interemployeur, offrant un volet à cotisations déterminées et un volet à prestations déterminées, qui existe depuis le 1er janvier 2008. Ce régime s'adresse aux organismes municipaux ainsi qu'aux organismes connexes comme les centres locaux de développement (CLD). Les employés des organismes participants peuvent individuellement décider de racheter leurs services rendus antérieurement au 1er janvier 2008 ou à la date d'adhésion au régime. Chaque employé qui exerce un tel choix en assume la totalité des coûts.

Les promoteurs à l'origine de l'instauration de ce régime sont la Fédération québécoise des municipalités (FQM), l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ), l'Association des directeurs généraux des municipalités régionales de comté du Québec (ADGMRCQ), avec l'appui de la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

Ce régime est un régime de retraite à prestations déterminées pour lequel il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Il constitue donc un régime interemployeur en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, les organismes municipaux participants comptabilisent ce régime comme s'il était un régime à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par un organisme municipal participant relativement à ce régime de retraite correspond aux contributions qu'il doit verser pour cet exercice telles qu'établies en vertu du régime.

| | | 2023 | 2022 |
|--|-----|--------|--------|
| Cotisations des élus au RREM | 118 | 8 601 | 8 289 |
| Charge de l'exercice | | | |
| Contributions de l'employeur au RREM | 119 | 28 991 | 27 939 |
| Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM | 120 | 13 428 | 13 932 |
| | 121 | 42 419 | 41 871 |

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

| TAXES | | Budget 2023 | Réalisations 2023 | Réalisations 2022 |
|---|------|------------------------|------------------------------|------------------------------|
| SUR LA VALEUR FONCIÈRE | | | | |
| Taxes générales | | | | |
| Taxe foncière générale | 1 | 53 115 646 | 53 757 824 | 50 397 198 |
| Taxes spéciales | | | | |
| Service de la dette | 2 | | | |
| Activités de fonctionnement | 3 | | | |
| Activités d'investissement | 4 | | | |
| Réserve financière pour le service de l'eau | 5 | | | |
| Réserve financière pour le service de la voirie | 6 | | | |
| Taxes de secteur | | | | |
| Taxes spéciales | | | | |
| Service de la dette | 7 | | | |
| Activités de fonctionnement | 8 | | | |
| Activités d'investissement | 9 | | | |
| Autres | 10 | | | |
| | 11 | 53 115 646 | 53 757 824 | 50 397 198 |
| SUR UNE AUTRE BASE | | | | |
| Taxes, compensations et tarification | | | | |
| Services municipaux | | | | |
| Eau | 12 | 376 975 | 415 535 | 411 791 |
| Égout | 13 | | | |
| Traitement des eaux usées | 14 | | | |
| Matières résiduelles | 15 | | | |
| Autres | 16.1 | | | |
| Centres d'urgence 9-1-1 | 17 | | | |
| Service de la dette | 18 | 80 570 | 80 571 | 78 729 |
| Pouvoir général de taxation | 19 | | | |
| Activités de fonctionnement | 20 | | | |
| Activités d'investissement | 21 | | | |
| | 22 | 457 545 | 496 106 | 490 520 |
| Taxes d'affaires | | | | |
| Sur l'ensemble de la valeur locative | 23 | | | |
| Autres | 24 | | | |
| | 25 | | | |
| | 26 | 457 545 | 496 106 | 490 520 |
| | 27 | 53 573 191 | 54 253 930 | 50 887 718 |

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

| COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES | | Budget 2023 | Réalisations 2023 | Réalisations 2022 |
|--|----|------------------------|------------------------------|------------------------------|
| GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES | | | | |
| Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement | 28 | | | |
| Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures | 29 | | | |
| Compensations pour les terres publiques | 30 | 3 462 | 3 462 | 3 462 |
| Immeubles des réseaux | | | | |
| Santé et services sociaux | 31 | 112 123 | 113 337 | 121 534 |
| Cégeps et universités | 32 | 306 158 | 309 476 | 367 917 |
| Écoles primaires et secondaires | 33 | 677 497 | 687 782 | 814 524 |
| Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux | 34 | | | |
| | 35 | 1 099 240 | 1 114 057 | 1 307 437 |
| GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES | | | | |
| Taxes sur la valeur foncière | 36 | 182 471 | 182 474 | 171 584 |
| Taxes sur une autre base | | | | |
| Taxes, compensations et tarification | 37 | | | |
| Taxes d'affaires | 38 | | | |
| | 39 | 182 471 | 182 474 | 171 584 |
| ORGANISMES MUNICIPAUX | | | | |
| Taxes sur la valeur foncière | 40 | | | |
| Taxes sur une autre base | | | | |
| Taxes, compensations et tarification | 41 | | | |
| | 42 | | | |
| AUTRES | | | | |
| Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité | 43 | | | |
| Autres | 44 | | | |
| | 45 | | | |
| | 46 | 1 281 711 | 1 296 531 | 1 479 021 |

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

| TRANSFERTS | | Budget 2023 | Réalisations 2023 | Réalisations 2022 |
|--|----|------------------------|------------------------------|------------------------------|
| TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT | | | | |
| Administration générale | 47 | | 6 249 | |
| Sécurité publique | | | | |
| Police | 48 | | | |
| Sécurité incendie | 49 | | | |
| Sécurité civile | 50 | | | |
| Autres | 51 | | | |
| Transport | | | | |
| Réseau routier | | | | |
| Voirie municipale | 52 | 172 157 | 54 264 | 62 362 |
| Enlèvement de la neige | 53 | | | |
| Autres | 54 | | | |
| Transport collectif | | | | |
| Transport en commun | | | | |
| Transport régulier | 55 | | | |
| Transport adapté | 56 | | | |
| Transport scolaire | 57 | | | |
| Autres | 58 | | | |
| Transport aérien | 59 | | | |
| Transport par eau | 60 | | | |
| Autres | 61 | | | |
| Hygiène du milieu | | | | |
| Eau et égout | | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 62 | | | |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 63 | 231 611 | 110 297 | 105 972 |
| Traitement des eaux usées | 64 | | | |
| Réseaux d'égout | 65 | 260 013 | 196 738 | 155 668 |
| Matières résiduelles | | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | 66 | 270 000 | 456 280 | 356 307 |
| Matières recyclables | | | | |
| Collecte sélective | | | | |
| Collecte et transport | 67 | | | |
| Tri et conditionnement | 68 | | | |
| Autres | 69 | | | |
| Autres | 70 | | | |
| Cours d'eau | 71 | | | |
| Protection de l'environnement | 72 | 150 000 | 399 439 | |
| Autres | 73 | | | |

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

| TRANSFERTS (suite) | | Budget 2023 | Réalizations 2023 | Réalizations 2022 |
|--|----|----------------|----------------------|----------------------|
| TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite) | | | | |
| Santé et bien-être | | | | |
| Logement social | 74 | | | |
| Sécurité du revenu | 75 | | | |
| Autres | 76 | | 2 850 | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 77 | 20 000 | 16 483 | 67 924 |
| Rénovation urbaine | 78 | | | |
| Promotion et développement économique | 79 | | | |
| Autres | 80 | | | |
| Loisirs et culture | | | | |
| Activités récréatives | 81 | 98 523 | 122 201 | 96 509 |
| Activités culturelles | | | | |
| Bibliothèques | 82 | 121 127 | 123 325 | 117 432 |
| Autres | 83 | 23 750 | 23 620 | 17 743 |
| Réseau d'électricité | 84 | | | |
| | 85 | 1 347 181 | 1 511 746 | 979 917 |

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

| TRANSFERTS (suite) | Budget 2023 | Réalizations 2023 | Réalizations 2022 |
|--|----------------|----------------------|----------------------|
| TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT | | | |
| Administration générale | 86 | | |
| Sécurité publique | | | |
| Police | 87 | | |
| Sécurité incendie | 88 | | |
| Sécurité civile | 89 | | |
| Autres | 90 | | |
| Transport | | | |
| Réseau routier | | | |
| Voirie municipale | 91 | 1 159 605 | 2 637 203 |
| Enlèvement de la neige | 92 | | |
| Autres | 93 | | |
| Transport collectif | | | |
| Transport en commun | | | |
| Transport régulier | 94 | | |
| Transport adapté | 95 | | |
| Transport scolaire | 96 | | |
| Autres | 97 | | |
| Transport aérien | 98 | | |
| Transport par eau | 99 | | |
| Autres | 100 | | |
| Hygiène du milieu | | | |
| Eau et égout | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 101 | | |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 102 | 280 048 | 677 353 |
| Traitement des eaux usées | 103 | | |
| Réseaux d'égout | 104 | 827 889 | 1 636 767 |
| Matières résiduelles | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | 105 | | |
| Matières recyclables | | | |
| Collecte sélective | | | |
| Collecte et transport | 106 | | |
| Tri et conditionnement | 107 | | |
| Autres | 108 | | |
| Autres | 109 | | |
| Cours d'eau | 110 | | |
| Protection de l'environnement | 111 | | 3 750 |
| Autres | 112 | | |

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

| TRANSFERTS (suite) | Budget 2023 | Réalizations 2023 | Réalizations 2022 |
|--|----------------|----------------------|----------------------|
| TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite) | | | |
| Santé et bien-être | | | |
| Logement social | 113 | | |
| Sécurité du revenu | 114 | | |
| Autres | 115 | | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 116 | | |
| Rénovation urbaine | 117 | | |
| Promotion et développement économique | 118 | | |
| Autres | 119 | | |
| Loisirs et culture | | | |
| Activités récréatives | 120 | 67 726 | |
| Activités culturelles | | | |
| Bibliothèques | 121 | | |
| Autres | 122 | | |
| Réseau d'électricité | 123 | | |
| | 124 | 2 335 268 | 4 955 073 |

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

| TRANSFERTS (suite) | | Budget 2023 | Réalisations 2023 | Réalisations 2022 |
|---|------------|------------------------|------------------------------|------------------------------|
| TRANSFERTS DE DROIT | | | | |
| Regroupement municipal et réorganisation municipale | 125 | | | |
| Péréquation | 126 | | | |
| Neutralité | 127 | | | |
| Partage des redevances sur les ressources naturelles | 128 | | | |
| Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables | 129 | 475 000 | 514 922 | 480 845 |
| Fonds de développement des territoires | 130 | | | |
| Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation | 131 | | | |
| Partage de la croissance d'un point de la TVQ | 132 | 352 879 | 352 878 | 287 052 |
| Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC | | | | |
| du Fonds régions et ruralité - Volet 2 | 133 | | | |
| Autres | 134 | | | |
| | 135 | 827 879 | 867 800 | 767 897 |
| TOTAL DES TRANSFERTS | 136 | 2 175 060 | 4 714 814 | 6 702 887 |

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

| SERVICES RENDUS | | Budget 2023 | Réalisations 2023 | Réalisations 2022 |
|--|-----|------------------------|------------------------------|------------------------------|
| SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX | | | | |
| Administration générale | | | | |
| Grefe et application de la loi | 137 | | | |
| Évaluation | 138 | | | |
| Autres | 139 | | | |
| | 140 | | | |
| Sécurité publique | | | | |
| Police | 141 | | | |
| Sécurité incendie | 142 | | | |
| Sécurité civile | 143 | | | |
| Autres | 144 | | | |
| | 145 | | | |
| Transport | | | | |
| Réseau routier | | | | |
| Voirie municipale | 146 | | | |
| Enlèvement de la neige | 147 | | | |
| Autres | 148 | | | |
| Transport collectif | 149 | | | |
| Autres | 150 | | | |
| | 151 | | | |
| Hygiène du milieu | | | | |
| Eau et égout | | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 152 | 528 135 | 593 111 | 538 347 |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 153 | | | |
| Traitement des eaux usées | 154 | | | |
| Réseaux d'égout | 155 | | | |
| Matières résiduelles | | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | 156 | | | |
| Matières recyclables | | | | |
| Collecte sélective | | | | |
| Collecte et transport | 157 | | | |
| Tri et conditionnement | 158 | | | |
| Autres | 159 | | | |
| Autres | 160 | | | |
| Cours d'eau | 161 | | | |
| Protection de l'environnement | 162 | | | |
| Autres | 163 | | | |
| | 164 | 528 135 | 593 111 | 538 347 |

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

| SERVICES RENDUS (suite) | Budget 2023 | Réalisations 2023 | Réalisations 2022 |
|--|------------------------|------------------------------|------------------------------|
| SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite) | | | |
| Santé et bien-être | | | |
| Logement social | 165 | | |
| Autres | 166 | | |
| | 167 | | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 168 | | |
| Rénovation urbaine | 169 | | |
| Promotion et développement économique | 170 | | |
| Autres | 171 | | |
| | 172 | | |
| Loisirs et culture | | | |
| Activités récréatives | 173 | | |
| Activités culturelles | | | |
| Bibliothèques | 174 | | |
| Autres | 175 | | |
| | 176 | | |
| Réseau d'électricité | 177 | | |
| | 178 | 528 135 | 538 347 |
| | | 593 111 | |

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

| SERVICES RENDUS (suite) | | Budget 2023 | Réalisations 2023 | Réalisations 2022 |
|--|-----|------------------------|------------------------------|------------------------------|
| AUTRES SERVICES RENDUS | | | | |
| Administration générale | | | | |
| Greffe et application de la loi | 179 | | | |
| Évaluation | 180 | | | |
| Autres | 181 | 149 500 | 148 697 | 134 128 |
| | 182 | 149 500 | 148 697 | 134 128 |
| Sécurité publique | | | | |
| Police | 183 | | | |
| Sécurité incendie | 184 | | | |
| Sécurité civile | 185 | | | |
| Autres | 186 | | | |
| | 187 | | | |
| Transport | | | | |
| Réseau routier | | | | |
| Voirie municipale | 188 | 38 640 | 72 116 | 67 077 |
| Enlèvement de la neige | 189 | | | |
| Autres | 190 | | | |
| Transport collectif | | | | |
| Transport en commun | | | | |
| Transport régulier | 191 | | | |
| Transport adapté | 192 | | | |
| Transport scolaire | 193 | | | |
| Autres | 194 | | | |
| Autres | 195 | | | |
| | 196 | 38 640 | 72 116 | 67 077 |
| Hygiène du milieu | | | | |
| Eau et égout | | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 197 | | | |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 198 | | | |
| Traitement des eaux usées | 199 | | | |
| Réseaux d'égout | 200 | 7 020 | 4 638 | 8 947 |
| Matières résiduelles | | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | 201 | | | |
| Matières recyclables | 202 | 1 980 | 1 409 | 1 522 |
| Autres | 203 | 5 000 | 4 541 | 2 748 |
| Cours d'eau | 204 | | | |
| Protection de l'environnement | 205 | 4 500 | 2 947 | 5 765 |
| Autres | 206 | 2 700 | 3 457 | 3 280 |
| | 207 | 21 200 | 16 992 | 22 262 |

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

| SERVICES RENDUS (suite) | | Budget 2023 | Réalisations 2023 | Réalisations 2022 |
|--|-----|------------------------|------------------------------|------------------------------|
| AUTRES SERVICES RENDUS (suite) | | | | |
| Santé et bien-être | | | | |
| Logement social | 208 | | | |
| Sécurité du revenu | 209 | | | |
| Autres | 210 | | | |
| | 211 | | | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 212 | 65 000 | 48 950 | 19 925 |
| Rénovation urbaine | 213 | | | |
| Promotion et développement économique | 214 | | | |
| Autres | 215 | | | |
| | 216 | 65 000 | 48 950 | 19 925 |
| Loisirs et culture | | | | |
| Activités récréatives | 217 | 1 231 589 | 1 501 598 | 1 200 985 |
| Activités culturelles | | | | |
| Bibliothèques | 218 | 6 580 | 10 913 | 10 935 |
| Autres | 219 | 24 466 | 52 882 | 33 538 |
| | 220 | 1 262 635 | 1 565 393 | 1 245 458 |
| Réseau d'électricité | 221 | | | |
| | 222 | 1 536 975 | 1 852 148 | 1 488 850 |
| TOTAL DES SERVICES RENDUS | 223 | 2 065 110 | 2 445 259 | 2 027 197 |

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

| | | Budget 2023 | Réalizations 2023 | Réalizations 2022 |
|---|-----|----------------|----------------------|----------------------|
| IMPOSITION DE DROITS | | | | |
| Licences et permis | 224 | 362 720 | 572 652 | 364 076 |
| Droits de mutation immobilière | 225 | 4 000 000 | 6 157 492 | 8 043 136 |
| Droits sur les carrières et sablières | 226 | | | |
| Autres | 227 | | | |
| | 228 | 4 362 720 | 6 730 144 | 8 407 212 |
| AMENDES ET PÉNALITÉS | | | | |
| | 229 | 630 000 | 622 502 | 633 516 |
| REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE | | | | |
| | 230 | | | |
| AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS | | | | |
| | 231 | 745 500 | 2 111 913 | 881 465 |
| AUTRES REVENUS | | | | |
| Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles | 232 | 100 000 | | 900 |
| Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés | 233 | | | |
| Produit de cession de propriétés destinées à la revente | 234 | | | |
| Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements | 235 | | | |
| Contributions des promoteurs | 236 | | 131 500 | |
| Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence | 237 | | | |
| Contributions des organismes municipaux | 238 | | | |
| Autres contributions | 239 | | 2 625 | |
| Redevances réglementaires | 240 | | | |
| Autres | 241 | 2 000 | 179 110 | 7 065 |
| | 242 | 102 000 | 313 235 | 7 965 |
| EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION | | | | |
| | 243 | | | |

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

| Non audité | Budget 2023 | | Réalizations 2023 | | Réalizations |
|--------------------------------|--|--|-----------------------------------|------------|--------------|
| | Sans ventilation de l'amortissement | Sans ventilation de l'amortissement | Ventilation de l'amortissement | Total | 2022 |
| ADMINISTRATION GÉNÉRALE | | | | | |
| 1 | 573 227 | 475 624 | | 475 624 | 439 844 |
| 2 | 1 297 718 | 1 191 745 | | 1 191 745 | 1 255 402 |
| 3 | 3 375 683 | 3 525 723 | | 3 525 723 | 2 732 525 |
| 4 | 531 317 | 531 317 | | 531 317 | 520 772 |
| 5 | 929 018 | 860 742 | | 860 742 | 755 434 |
| Autres | | | | | |
| ▪ Agglomération - Admin autre | 2 022 399 | 2 024 217 | | 2 024 217 | 1 883 176 |
| ▪ Ville - Admin autre | 1 370 544 | 1 244 508 | 409 839 | 1 654 347 | 1 645 006 |
| 7 | 10 099 906 | 9 853 876 | 409 839 | 10 263 715 | 9 232 159 |
| SÉCURITÉ PUBLIQUE | | | | | |
| 8 | 8 358 140 | 8 358 140 | 16 807 | 8 374 947 | 8 114 773 |
| 9 | 3 066 936 | 3 066 936 | | 3 066 936 | 3 057 866 |
| 10 | | | | | |
| 11 | 1 055 370 | 1 035 244 | | 1 035 244 | 1 091 201 |
| 12 | 12 480 446 | 12 460 320 | 16 807 | 12 477 127 | 12 263 840 |
| TRANSPORT | | | | | |
| Réseau routier | | | | | |
| Voie municipale | 3 596 927 | 4 261 824 | 4 248 671 | 8 510 495 | 8 391 437 |
| Enlèvement de la neige | 2 070 492 | 2 032 012 | 182 076 | 2 214 088 | 1 833 952 |
| Éclairage des rues | 290 901 | 279 031 | 90 843 | 369 874 | 266 811 |
| Circulation et stationnement | 355 324 | 289 476 | 17 140 | 306 616 | 279 787 |
| Transport collectif | | | | | |
| Transport en commun | 6 602 763 | 6 602 763 | | 6 602 763 | 6 290 006 |
| Transport aérien | | | | | |
| Transport par eau | | | | | |
| Autres | 4 151 | 4 220 | | 4 220 | 3 407 |
| 21 | 12 920 558 | 13 469 326 | 4 538 730 | 18 008 056 | 17 065 400 |

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

| <i>Non audité</i> | Budget 2023 | | Réalizations 2023 | | Réalizations |
|--|--|--|-----------------------------------|-----------|--------------|
| | Sans ventilation de l'amortissement | Sans ventilation de l'amortissement | Ventilation de l'amortissement | Total | 2022 |
| HYGIÈNE DU MILIEU | | | | | |
| Eau et égout | | | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 22 | 549 175 | 549 175 | 549 175 | 491 165 |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 23 | 1 346 855 | 1 490 468 | 2 090 329 | 1 984 109 |
| Traitement des eaux usées | 24 | 1 340 688 | 1 340 688 | 1 340 688 | 1 277 781 |
| Réseaux d'égout | 25 | 815 183 | 573 099 | 1 177 279 | 1 761 899 |
| Matières résiduelles | | | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | | | | | |
| Collecte et transport | 26 | 473 835 | 399 436 | 399 436 | 461 196 |
| Élimination | 27 | 640 741 | 640 741 | 640 741 | 664 303 |
| Matières recyclables | | | | | |
| Collecte sélective | | | | | |
| Collecte et transport | 28 | 562 300 | 528 312 | 528 312 | 538 824 |
| Tri et conditionnement | 29 | 35 054 | 35 054 | 35 054 | 84 169 |
| Matières organiques | | | | | |
| Collecte et transport | 30 | 623 670 | 567 786 | 567 786 | 576 002 |
| Traitement | 31 | 374 284 | 374 284 | 374 284 | 267 029 |
| Matériaux secs | 32 | 359 577 | 359 577 | 359 577 | 306 538 |
| Autres | 33 | 21 853 | 21 853 | 21 853 | 21 480 |
| Plan de gestion | 34 | | | | |
| Autres | 35 | | | | |
| Cours d'eau | 36 | | | | |
| Protection de l'environnement | 37 | 466 113 | 444 966 | 559 136 | 425 805 |
| Autres | 38 | 675 883 | 675 883 | 675 883 | 613 846 |
| | 39 | 8 285 211 | 8 001 322 | 9 892 632 | 9 474 146 |
| SANTÉ ET BIEN-ÊTRE | | | | | |
| Logement social | 40 | 247 879 | 251 997 | 251 997 | 247 982 |
| Sécurité du revenu | 41 | | | | |
| Autres | 42 | | | | |
| | 43 | 247 879 | 251 997 | 251 997 | 247 982 |

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

| <i>Non audité</i> | Budget 2023 | | Réalizations 2023 | | Réalizations |
|--|--|--|-----------------------------------|------------|--------------|
| | Sans ventilation de l'amortissement | Sans ventilation de l'amortissement | Ventilation de l'amortissement | Total | 2022 |
| AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT | | | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 44 | 1 143 392 | 1 163 773 | 1 290 228 | 1 213 100 |
| Rénovation urbaine | | | 126 455 | | |
| Biens patrimoniaux | 45 | | | | |
| Autres biens | 46 | | | | |
| Promotion et développement économique | | | | | |
| Industries et commerces | 47 | 167 388 | 168 272 | 168 272 | 167 250 |
| Tourisme | 48 | | | | |
| Autres | 49 | | | | |
| Autres | 50 | | | | |
| | 51 | 1 310 780 | 1 332 045 | 1 458 500 | 1 380 350 |
| LOISIRS ET CULTURE | | | | | |
| Activités récréatives | | | | | |
| Centres communautaires | 52 | 1 747 447 | 1 828 661 | 2 204 743 | 2 040 971 |
| Patinoires intérieures et extérieures | 53 | 474 515 | 329 697 | 718 166 | 776 491 |
| Piscines, plages et ports de plaisance | 54 | 1 411 981 | 1 395 846 | 1 536 056 | 1 218 643 |
| Parcs et terrains de jeux | 55 | 3 328 140 | 3 743 822 | 4 288 917 | 3 599 548 |
| Parcs régionaux | 56 | | | | |
| Expositions et foires | 57 | 298 788 | 305 571 | 305 571 | 202 362 |
| Autres | 58 | | | | |
| | 59 | 7 260 871 | 7 603 597 | 9 053 453 | 7 838 015 |
| Activités culturelles | | | | | |
| Centres communautaires | 60 | 837 684 | 836 230 | 882 388 | 780 249 |
| Bibliothèques | 61 | 1 583 210 | 1 585 726 | 1 739 824 | 1 583 395 |
| Patrimoine | | | | | |
| Musées et centres d'exposition | 62 | 7 077 | 5 207 | 482 | 7 991 |
| Autres ressources du patrimoine | 63 | | | | |
| Autres | 64 | | | | 55 725 |
| | 65 | 2 427 971 | 2 427 163 | 2 627 901 | 2 427 360 |
| | 66 | 9 688 842 | 10 030 760 | 11 681 354 | 10 265 375 |

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

| <i>Non audité</i> | | Budget 2023 | | Réalizations 2023 | | Réalizations 2022 |
|-------------------|--|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|------------|-------------------|
| | | Sans ventilation de l'amortissement | Sans ventilation de l'amortissement | Ventilation de l'amortissement | Total | |
| | RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ | | | | | |
| | | 67 | | | | |
| | FRAIS DE FINANCEMENT | | | | | |
| | Dettes à long terme | | | | | |
| | Intérêts | 68 | 2 515 523 | 2 558 376 | 2 558 376 | 2 248 539 |
| | Autres frais | 69 | | 206 940 | 206 940 | 202 777 |
| | Autres frais de financement | | | | | |
| | Avantages sociaux futurs | 70 | | 64 000 | 64 000 | (90 000) |
| | Autres | 71 | | | | |
| | | 72 | 2 515 523 | 2 829 316 | 2 829 316 | 2 361 316 |
| | EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION | | | | | |
| | | 73 | | | | |
| | AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS | | | | | |
| | | 74 | 8 000 000 | 8 633 735 (| 8 633 735) | |

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

| | |
|---|----|
| Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories | 2 |
| Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles | 3 |
| Analyse de la dette à long terme | 4 |
| Endettement total net à long terme | 5 |
| Analyse de la charge de quotes-parts | 6 |
| Acquisition d'immobilisations corporelles par objets | 7 |
| Analyse de la rémunération | 8 |
| Analyse des revenus de transfert par sources | 9 |
| Frais de financement par activités | 10 |
| Rémunération des élus | 11 |

Autres renseignements

| | |
|---------------|----|
| Questionnaire | 12 |
|---------------|----|

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

| | | Réalizations 2023 | Réalizations 2022 |
|--|----|----------------------|----------------------|
| Infrastructures | | | |
| Conduites d'eau potable | 1 | 812 033 | 562 402 |
| Usines de traitement de l'eau potable | 2 | | |
| Usines et bassins d'épuration | 3 | | |
| Conduites d'égout | 4 | 2 372 375 | 689 211 |
| Sites d'enfouissement et incinérateurs | 5 | | |
| Chemins, rues, routes et trottoirs | 6 | 3 258 961 | 3 627 170 |
| Ponts, tunnels et viaducs | 7 | | |
| Systèmes d'éclairage des rues | 8 | 7 518 | 175 363 |
| Aires de stationnement | 9 | | (6 287) |
| Parcs et terrains de jeux | 10 | 1 714 520 | 283 861 |
| Autres infrastructures | 11 | | |
| Réseau d'électricité | 12 | | |
| Bâtiments | | | |
| Édifices administratifs | 13 | 31 570 | 4 159 |
| Édifices communautaires et récréatifs | 14 | 263 885 | 59 343 |
| Améliorations locatives | 15 | | |
| Véhicules | | | |
| Véhicules de transport en commun | 16 | | |
| Autres | 17 | 170 077 | 72 372 |
| Ameublement et équipement de bureau | 18 | 919 715 | 228 806 |
| Machinerie, outillage et équipement divers | 19 | 1 058 788 | 789 634 |
| Terrains | 20 | | |
| Autres | 21 | 1 187 | 40 198 |
| | 22 | 10 610 629 | 6 526 232 |

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

| | | Réalizations 2023 | Réalizations 2022 |
|---|----|----------------------|----------------------|
| Infrastructures autres que pour nouveau développement | | | |
| Conduites d'eau potable | 1 | 812 033 | 562 402 |
| Usines de traitement de l'eau potable | 2 | | |
| Usines et bassins d'épuration | 3 | | |
| Conduites d'égout | 4 | 2 372 375 | 689 211 |
| Autres infrastructures | 5 | 4 980 999 | 4 080 107 |
| Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues) | | | |
| Conduites d'eau potable | 6 | | |
| Usines de traitement de l'eau potable | 7 | | |
| Usines et bassins d'épuration | 8 | | |
| Conduites d'égout | 9 | | |
| Autres infrastructures | 10 | | |
| Autres immobilisations corporelles | 11 | 2 445 222 | 1 194 512 |
| | 12 | 10 610 629 | 6 526 232 |

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

| | | Solde au 1 ^{er} janvier | Augmentation | Diminution | Solde au 31 décembre |
|---|-----------|-------------------------------------|------------------|------------------|-------------------------|
| La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante : | | | | | |
| Par l'organisme municipal | | | | | |
| Emprunts refinancés par anticipation | 1 | | | | |
| Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme | | | | | |
| Excédent de fonctionnement affecté | 2 | | | | |
| Réserves financières et fonds réservés | 3 | 6 561 | | | 6 561 |
| Fonds d'amortissement | 4 | | | | |
| Montant à la charge | | | | | |
| D'une partie des contribuables ou des municipalités membres | 5 | 1 194 200 | | 48 500 | 1 145 700 |
| De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres | 6 | 63 787 888 | 5 850 738 | 3 963 865 | 65 674 761 |
| De la municipalité (Société de transport en commun) | 7 | | | | |
| | 8 | 64 988 649 | 5 850 738 | 4 012 365 | 66 827 022 |
| Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme) | | | | | |
| Débiteurs | | | | | |
| Gouvernement du Québec et ses entreprises | 9 | 24 164 351 | 697 262 | 1 543 635 | 23 317 978 |
| Gouvernement du Canada et ses entreprises | 10 | | | | |
| Organismes municipaux | 11 | | | | |
| Autres tiers | 12 | | | | |
| | 13 | 24 164 351 | 697 262 | 1 543 635 | 23 317 978 |
| Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette | 14 | | | | |
| | 15 | 24 164 351 | 697 262 | 1 543 635 | 23 317 978 |
| Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs | 16 | | | | |
| Autres | 17 | | | | |
| | 18 | 24 164 351 | 697 262 | 1 543 635 | 23 317 978 |
| | 19 | 89 153 000 | 6 548 000 | 5 556 000 | 90 145 000 |
| Dette en cours de refinancement | 20 | () | | () | |
| Reclassement / Redressement | 21 | | | | |
| Dette à long terme | 22 | 89 153 000 | 6 548 000 | 5 556 000 | 90 145 000 |

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

| Administration municipale | | |
|--|------|------------|
| Dette à long terme | 1 | 90 145 000 |
| Ajouter | | |
| Activités d'investissement à financer | 2 | 526 540 |
| Activités de fonctionnement à financer | 3 | |
| Dette en cours de refinancement | 4 | |
| Autres | | |
| ▪ | 5.1 | |
| Déduire | | |
| Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme | | |
| Excédent accumulé | | |
| Fonds d'amortissement | 6 | |
| Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé | 7 | 6 561 |
| Débiteurs | 8 | 23 317 978 |
| Autres montants | 9 | |
| Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés | 10 | 8 044 893 |
| Autres | | |
| ▪ | 11.1 | |
| Endettement net à long terme de l'administration municipale | 12 | 59 302 108 |
| Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats | | |
| Endettement net à long terme | 13 | |
| Endettement net à long terme | 14 | 59 302 108 |
| Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes | | |
| Municipalité régionale de comté | 15 | |
| Communauté métropolitaine | 16 | 429 669 |
| Autres organismes | 17 | 4 248 000 |
| Endettement total net à long terme | 18 | 63 979 777 |
| Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts) | 19 | 20 272 295 |
| Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération | 20 | 614 039 |
| | 21 | 19 658 256 |
| Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu) | 22 | 83 638 033 |
| Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus) | 23 | |
| Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global) | 24 | |

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

| | | Budget 2023 | Réalisations 2023 | Réalisations 2022 |
|--|----|------------------------|------------------------------|------------------------------|
| Administration générale | | | | |
| Greffes et application de la loi | 1 | 395 192 | 395 192 | 381 588 |
| Évaluation | 2 | 531 317 | 531 317 | 520 772 |
| Autres | 3 | 2 029 865 | 1 993 859 | 1 845 793 |
| Sécurité publique | | | | |
| Police | 4 | 8 358 140 | 8 358 140 | 8 097 966 |
| Sécurité incendie | 5 | 3 066 936 | 3 066 936 | 3 057 866 |
| Sécurité civile | 6 | | | |
| Autres | 7 | 727 028 | 727 028 | 795 612 |
| Transport | | | | |
| Réseau routier | 8 | | | |
| Transport collectif | 9 | 6 602 763 | 6 602 763 | 6 290 006 |
| Autres | 10 | 4 151 | 4 220 | 3 407 |
| Hygiène du milieu | | | | |
| Eau et égout | 11 | 2 380 746 | 2 269 652 | 2 132 703 |
| Matières résiduelles | 12 | 1 431 509 | 1 431 509 | 1 343 519 |
| Cours d'eau | 13 | | | |
| Protection de l'environnement | 14 | 5 179 | 5 265 | 5 262 |
| Autres | 15 | 675 883 | 675 883 | 613 846 |
| Santé et bien-être | | | | |
| Logement social | 16 | 247 879 | 251 997 | 247 982 |
| Autres | 17 | | | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 18 | 143 384 | 144 004 | 208 553 |
| Rénovation urbaine | 19 | | | |
| Promotion et développement économique | 20 | 167 388 | 168 272 | 167 250 |
| Autres | 21 | | | |
| Loisirs et culture | | | | |
| Activités récréatives | 22 | | | |
| Activités culturelles | 23 | 221 438 | 224 960 | 222 774 |
| Réseau d'électricité | | | | |
| | 24 | | | |
| | 25 | 26 988 798 | 26 850 997 | 25 934 899 |

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

| | | 2023 | 2022 |
|-----------------------------|---|-------------|-------------|
| Rémunération | 1 | 473 399 | 374 534 |
| Charges sociales | 2 | 146 512 | 113 397 |
| Biens et services | 3 | 9 990 718 | 6 038 301 |
| Frais de financement | 4 | | |
| Autres | 5 | | |
| | 6 | 10 610 629 | 6 526 232 |

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

| Non audité | Effectifs personnes/ année² | Semaine normale (heures) | Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice | Rémunération | Charges sociales | Total¹ |
|--|---|---|--|---------------------|-----------------------------|--------------------------|
| Administration municipale | | | | | | |
| 1 Cadres et contremaîtres | 32,49 | 35,00 | 59 343,00 | 3 824 009 | 918 462 | 4 742 471 |
| 2 Professionnels | | | | | | |
| 3 Cois blancs | 76,72 | 33,75 | 135 106,14 | 4 940 270 | 1 186 568 | 6 126 838 |
| 4 Cois bleus | 56,33 | 40,00 | 117 577,93 | 4 817 492 | 1 157 079 | 5 974 571 |
| 5 Policiers | | | | | | |
| 6 Pompiers | | | | | | |
| 7 Conducteurs et opérateurs (transport en commun) | | | | | | |
| 8 | 165,54 | | 312 027,07 | 13 581 771 | 3 262 109 | 16 843 880 |
| 9 | 9,00 | | | 262 079 | 72 157 | 334 236 |
| 10 | 174,54 | | | 13 843 850 | 3 334 266 | 17 178 116 |

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

| | Gouvernement du Québec | | Gouvernement du Canada | ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines | Total |
|--|------------------------|----------------|---------------------------|---|-----------|
| | Fonctionnement | Investissement | | | |
| 1 | | | | | |
| Transport en commun | | | | | |
| Eau et égout | | | | | |
| 2 | | | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | | | 193 806 | | 390 344 |
| 3 | 110 297 | 86 241 | | | |
| Réseau de distribution de l'eau potable | | | | | |
| 4 | | | | | |
| Traitement des eaux usées | 196 738 | 254 419 | 573 469 | | 1 024 626 |
| 5 | | | | | |
| Réseaux d'égout | 1 628 589 | 404 327 | 1 246 928 | 20 000 | 3 299 844 |
| 6 | | | | | |
| Autres | 1 935 624 | 744 987 | 2 014 203 | 20 000 | 4 714 814 |
| 7 | | | | | |

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

| | | 2023 | 2022 |
|--|----|-----------|-----------|
| Administration générale | | | |
| Grefe et application de la loi | 1 | | |
| Évaluation | 2 | | |
| Autres | 3 | 12 465 | (17 295) |
| | 4 | 12 465 | (17 295) |
| Sécurité publique | | | |
| Police | 5 | | |
| Sécurité incendie | 6 | | |
| Sécurité civile | 7 | | |
| Autres | 8 | | |
| | 9 | | |
| Transport | | | |
| Réseau routier | | | |
| Voirie municipale | 10 | 1 366 837 | 1 162 005 |
| Enlèvement de la neige | 11 | | |
| Autres | 12 | | |
| Transport collectif | 13 | | |
| Autres | 14 | | |
| | 15 | 1 366 837 | 1 162 005 |
| Hygiène du milieu | | | |
| Eau et égout | | | |
| Approvisionnement et traitement de l'eau potable | 16 | | |
| Réseau de distribution de l'eau potable | 17 | 355 588 | 310 226 |
| Traitement des eaux usées | 18 | | |
| Réseaux d'égout | 19 | 671 874 | 585 799 |
| Matières résiduelles | | | |
| Déchets domestiques et assimilés | 20 | | |
| Matières recyclables | 21 | | |
| Autres | 22 | | |
| Cours d'eau | 23 | | |
| Protection de l'environnement | 24 | | |
| Autres | 25 | | |
| | 26 | 1 027 462 | 896 025 |
| Santé et bien-être | | | |
| Logement social | 27 | | |
| Sécurité du revenu | 28 | | |
| Autres | 29 | | |
| | 30 | | |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 31 | 117 712 | 85 665 |
| Rénovation urbaine | 32 | | |
| Promotion et développement économique | 33 | | |
| Autres | 34 | | |
| | 35 | 117 712 | 85 665 |
| Loisirs et culture | | | |
| Activités récréatives | 36 | 265 902 | 209 038 |
| Activités culturelles | | | |
| Bibliothèques | 37 | | |
| Autres | 38 | 38 938 | 25 878 |
| | 39 | 304 840 | 234 916 |
| Réseau d'électricité | | | |
| | 40 | | |
| | 41 | 2 829 316 | 2 361 316 |

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

| <i>Non audité</i> | Fonction | Reçu de l'organisme municipal | | Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux | |
|--|----------------|--|------------------------|--|------------------------|
| | | Rémunération (excluant charges sociales) | Allocation de dépenses | Rémunération (excluant charges sociales) | Allocation de dépenses |
| Mme Pascale Mongrain | 1.1 Maire | 45 824 | 18 207 | 16 548 | |
| M. Francis Le Chatelier, district #1 | 1.2 Conseiller | 16 813 | 8 406 | 15 850 | 15 967 |
| M. Claude Ferguson, district #2 | 1.3 Conseiller | 16 813 | 8 406 | 8 040 | 4 020 |
| Mme Alexandrine Lamoureux-Salvas, distri | 1.4 Conseiller | 16 813 | 8 406 | | |
| Mme Julie Bourgoin, district #4 | 1.5 Conseiller | 16 813 | 8 406 | 1 680 | 840 |
| M. Loïc Blancquaert, district #5 | 1.6 Conseiller | 16 813 | 8 406 | 2 940 | 1 470 |
| Mme Liette Michaud, district #6 | 1.7 Conseiller | 16 813 | 8 406 | | |
| Mme Virginie Dostie-Toupin, district #7 | 1.8 Conseiller | 16 813 | 8 406 | | |
| Mme Stéphanie Verreault, district #8 | 1.9 Conseiller | 16 813 | 8 406 | | |

Note

M. Francis Le Chatelier a reçu une rétroaction d'un organisme paramunicipal pour son allocation de dépenses couvrant les années 2021 et 2022 pour un montant de 8 042\$. Le montant d'allocations de dépenses provenant d'un organisme paramunicipal en 2023 est de 7 925\$.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 3 500 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés
Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

26

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

27 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

28

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023

29 _____ 2 231 027 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

30

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

31 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

32

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

33 _____ 89 100 \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

34

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

35

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

Agglomération de Longueuil

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

36

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

37 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

38

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

39 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

40

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

41 _____ \$

- b) autres formes d'aide

42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

44 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 45 _____ \$
- Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 46 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 47 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 48 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 49 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 50 _____ \$
 - Systèmes de drainage 51 _____ \$
 - Abords de routes 52 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 53 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 54 _____ \$
- Dépenses relatives à l'entretien d'été 55 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles 56 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 57 _____

b) Date d'adoption de la résolution 58 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 2022-04-136
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2022-04-11
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 860
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 430
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

| | | | |
|--|----|-------|----|
| Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille | 73 | _____ | \$ |
| Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement | 74 | _____ | \$ |
| Ligne 3 : Autres revenus | 75 | _____ | \$ |
| Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille | 76 | _____ | \$ |
| Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value | 77 | _____ | \$ |
| Ligne 7 : Autres créances douteuses | 78 | _____ | \$ |
| Ligne 9 : Autres charges | 79 | _____ | \$ |
| Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie | 80 | _____ | \$ |
| Ligne 13 : Placements de portefeuille | 81 | _____ | \$ |
| Ligne 14 : Débiteurs | 82 | _____ | \$ |
| Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement | 83 | _____ | \$ |
| Ligne 16 : Provision pour moins-value | 84 | _____ | \$ |
| Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer | 85 | _____ | \$ |
| Ligne 20 : Revenus reportés | 86 | _____ | \$ |
| Ligne 21 : Dette à long terme | 87 | _____ | \$ |
| Ligne 24 : Libres | 88 | _____ | \$ |
| Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts | 89 | _____ | \$ |
| Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts | 90 | _____ | \$ |

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI** **NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4 **Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.**

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7 **La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.**

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9 **Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.**

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière
modification : 2024-04-10 07:25

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

| | | 2023 | | 2022 |
|--|------|-------------|--------------|--------------|
| | | Budget | Réalisations | Réalisations |
| Revenus | | | | |
| Fonctionnement | 1 | 64 935 292 | 70 018 935 | 66 071 908 |
| Investissement | 2 | | 2 469 393 | 4 955 073 |
| | 3 | 64 935 292 | 72 488 328 | 71 026 981 |
| Charges | 4 | 65 549 145 | 66 862 697 | 62 290 568 |
| Excédent (déficit) de l'exercice | 5 | (613 853) | 5 625 631 | 8 736 413 |
| Moins : revenus d'investissement | 6 (|) | (2 469 393) | (4 955 073) |
| Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales | 7 | (613 853) | 3 156 238 | 3 781 340 |
| Éléments de conciliation à des fins fiscales | | | | |
| Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés | 8 | 8 000 000 | 8 633 735 | 8 528 461 |
| Financement à long terme des activités de fonctionnement | 9 | | 46 369 | 53 546 |
| Remboursement de la dette à long terme | 10 (| 4 001 200) | (4 012 366) | (4 719 116) |
| Affectations | | | | |
| Activités d'investissement | 11 (|) | (101 626) | (90 464) |
| Excédent (déficit) accumulé | 12 | (3 384 947) | (2 958 676) | (2 687 232) |
| Autres éléments de conciliation | 13 | | 74 700 | 75 543 |
| | 14 | 613 853 | 1 682 136 | 1 160 738 |
| Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales | 15 | | 4 838 374 | 4 942 078 |

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

| | | 2023 | 2022 |
|---|----|---------------------|---------------------|
| Actifs financiers | | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 1 | 23 890 489 | 14 987 457 |
| Débiteurs | 2 | 37 413 000 | 40 566 646 |
| Placements de portefeuille | 3 | 241 991 | 245 985 |
| Autres | 4 | 102 750 | 102 750 |
| | 5 | 61 648 230 | 55 902 838 |
| Passifs | | | |
| Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie | 6 | | |
| Dette à long terme | 7 | 89 458 148 | 88 350 862 |
| Passif au titre des avantages sociaux futurs | 8 | 2 832 000 | 3 220 000 |
| Autres | 9 | 9 417 858 | 8 007 392 |
| | 10 | 101 708 006 | 99 578 254 |
| Actifs financiers nets (dette nette) | 11 | (40 059 776) | (43 675 416) |
| Actifs non financiers | | | |
| Immobilisations corporelles | 12 | 166 374 408 | 164 397 514 |
| Autres | 13 | 693 649 | 660 552 |
| | 14 | 167 068 057 | 165 058 066 |
| Excédent (déficit) accumulé | 15 | 127 008 281 | 121 382 650 |

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

| | | 2023 | 2022 |
|--|------|---------------|---------------|
| Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté | 1 | 8 220 933 | 7 685 815 |
| Excédent de fonctionnement affecté | | | |
| ▪ Fonds Vert | 2.1 | 889 210 | 176 933 |
| ▪ Frais juridiques | 2.2 | 577 498 | 221 860 |
| ▪ Fonds pour projets spéciaux | 2.3 | 2 882 800 | 740 545 |
| ▪ Honoraires professionnels - PTI | 2.4 | 300 000 | |
| ▪ Engagements | 2.5 | 41 525 | |
| | 3 | 4 691 033 | 1 139 338 |
| Réserves financières | | | |
| ▪ Réserve pour immobilisations | 4.1 | 918 689 | 1 000 000 |
| ▪ Réserve conditions climatiques | 4.2 | 300 000 | 300 000 |
| Fonds réservés | | | |
| Fonds de roulement | 5 | 1 366 008 | 2 092 776 |
| Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés | 6 | 6 561 | 6 561 |
| Fonds local d'investissement | 7 | | |
| Fonds local de solidarité | 8 | | |
| Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection | 9 | 249 693 | 51 463 |
| Autres | | | |
| ▪ Fonds de stationnement | 10.1 | 100 945 | 73 445 |
| Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir | 11 | (2 972 487) | (2 851 317) |
| Financement des investissements en cours | 12 | 12 469 022 | 10 376 092 |
| Investissement net dans les immobilisations et autres actifs | 13 | 101 657 884 | 101 508 477 |
| Gains (pertes) de réévaluation cumulés | 14 | | |
| | 15 | 127 008 281 | 121 382 650 |

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

| | | 2023 |
|---|---|------------|
| Endettement net à long terme de l'administration municipale | 1 | 59 302 108 |
| Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu) | 2 | 83 638 033 |

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

| | | 2023 | 2022 |
|---|----|------------|------------|
| Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal | | | |
| Emprunts refinancés par anticipation | 3 | | |
| Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette | 4 | 6 561 | 6 561 |
| Montant à la charge de l'ensemble des contribuables | 5 | 65 674 761 | 63 787 888 |
| Montant à la charge d'une partie des contribuables | 6 | 1 145 700 | 1 194 200 |
| Dettes à long terme à la charge des tiers | | | |
| Gouvernement du Québec et ses entreprises | 7 | 23 317 978 | 24 164 351 |
| Gouvernement du Canada et ses entreprises | 8 | | |
| Autres | 9 | | |
| Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement | | | |
| | 10 | | |
| | 11 | 90 145 000 | 89 153 000 |

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

| | | 2023 | | 2022 |
|---|----|------------|--------------|--------------|
| | | Budget | Réalizations | Réalizations |
| Fonctionnement | | | | |
| Taxes | 12 | 53 573 191 | 54 253 930 | 50 887 718 |
| Compensations tenant lieu de taxes | 13 | 1 281 711 | 1 296 531 | 1 479 021 |
| Quotes-parts | 14 | | | |
| Transferts | 15 | 2 175 060 | 2 379 546 | 1 747 814 |
| Services rendus | 16 | 2 065 110 | 2 445 259 | 2 027 197 |
| Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille | 17 | 4 992 720 | 7 352 646 | 9 040 728 |
| Autres | 18 | 847 500 | 2 291 023 | 889 430 |
| | 19 | 64 935 292 | 70 018 935 | 66 071 908 |
| Investissement | | | | |
| Taxes | 20 | | | |
| Quotes-parts | 21 | | | |
| Transferts | 22 | | 2 335 268 | 4 955 073 |
| Autres | 23 | | 134 125 | |
| | 24 | | 2 469 393 | 4 955 073 |
| | 25 | 64 935 292 | 72 488 328 | 71 026 981 |

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

| | Budget 2023 | | Réalizations 2023 | | Réalizations 2022 | |
|---|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|------------|-------------------|------------|
| | Sans ventilation de l'amortissement | Sans ventilation de l'amortissement | Ventilation de l'amortissement | Total | | |
| Administration générale | 1 | 10 099 906 | 9 853 876 | 409 839 | 10 263 715 | 9 232 159 |
| Sécurité publique | | | | | | |
| Police | 2 | 8 358 140 | 8 358 140 | 16 807 | 8 374 947 | 8 114 773 |
| Sécurité incendie | 3 | 3 066 936 | 3 066 936 | | 3 066 936 | 3 057 866 |
| Autres | 4 | 1 055 370 | 1 035 244 | | 1 035 244 | 1 091 201 |
| Transport | | | | | | |
| Réseau routier | 5 | 6 313 644 | 6 862 343 | 4 538 730 | 11 401 073 | 10 771 987 |
| Transport collectif | 6 | 6 602 763 | 6 602 763 | | 6 602 763 | 6 290 006 |
| Autres | 7 | 4 151 | 4 220 | | 4 220 | 3 407 |
| Hygiène du milieu | | | | | | |
| Eau et égout | 8 | 4 051 901 | 3 953 430 | 1 777 140 | 5 730 570 | 5 514 954 |
| Matières résiduelles | 9 | 3 091 314 | 2 927 043 | | 2 927 043 | 2 919 541 |
| Autres | 10 | 1 141 996 | 1 120 849 | 114 170 | 1 235 019 | 1 039 651 |
| Santé et bien-être | 11 | 247 879 | 251 997 | | 251 997 | 247 982 |
| Aménagement, urbanisme et développement | | | | | | |
| Aménagement, urbanisme et zonage | 12 | 1 143 392 | 1 163 773 | 126 455 | 1 290 228 | 1 213 100 |
| Promotion et développement économique | 13 | 167 388 | 168 272 | | 168 272 | 167 250 |
| Autres | 14 | | | | | |
| Loisirs et culture | 15 | 9 688 842 | 10 030 760 | 1 650 594 | 11 681 354 | 10 265 375 |
| Réseau d'électricité | 16 | | | | | |
| Frais de financement | 17 | 2 515 523 | 2 829 316 | | 2 829 316 | 2 361 316 |
| Effet net des opérations de restructuration | 18 | | | | | |
| | 19 | 57 549 145 | 58 228 962 | 8 633 735 | 66 862 697 | 62 290 568 |
| Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés | 20 | 8 000 000 | 8 633 735 (| 8 633 735) | | |
| | 21 | 65 549 145 | 66 862 697 | | 66 862 697 | 62 290 568 |

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

| | | <u>2023</u> | <u>2022</u> |
|--|-----|--------------|--------------|
| | | Réalizations | Réalizations |
| Revenus d'investissement | 1 | 2 469 393 | 4 955 073 |
| Éléments de conciliation à des fins fiscales | | | |
| Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition | 2 (| 10 610 629)(| 6 526 232) |
| Autres investissements - Émission ou acquisition | 3 (| 70 706)(| 90 464) |
| Financement à long terme des activités d'investissement | 4 | 5 804 369 | 2 416 415 |
| Affectations | | | |
| Activités de fonctionnement | 5 | 101 626 | 90 464 |
| Excédent accumulé | 6 | 4 920 224 | 4 551 440 |
| | 7 | 144 884 | 441 623 |
| Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales | 8 | 2 614 277 | 5 396 696 |

Extrait du rapport financier, page S14